

# VIVRE ET SE REPRÉSENTER UN TERRITOIRE MÉTROPOLITAIN

## L'EXEMPLE DE LA RÉGION URBAINE LYON—SAINT-ÉTIENNE

PROGRAMME  
DE RECHERCHES  
TERRITORIALISÉES  
EN RHÔNE-  
ALPES  
2011-2014

Ministère de la Culture et de la Communication  
Plan Urbanisme Construction Architecture  
Métropole de Lyon  
Région Urbaine de Lyon  
Agence d'urbanisme de l'aire métropolitaine lyonnaise  
CAUE Rhône Métropole  
Ville de Lyon  
Ville de Saint-Étienne  
Le Rize—Ville de Villeurbanne  
Archives municipales de Lyon  
Musées Gadagne



2 **ÉDITORIAL**

6 **1 UN APPEL À PROJETS  
POUR DES RECHERCHES  
AU PLUS PRÈS DU TERRITOIRE**

7 **QUELS SAVOIRS POUR PENSER LA MÉTROPOLE EN CHANTIER ?**  
8 **MIEUX CERNER LE RÔLE DES « ACTEURS FAIBLES » DE LA MÉTROPOLISATION**  
9 **TROIS AXES DE RÉFLEXION STRATÉGIQUES**  
10 **QUATRE ÉQUIPES, QUATRE REGARDS SUR LA MÉTROPOLISATION À L'ŒUVRE**

12 **2 PRINCIPAUX RÉSULTATS  
DU PROGRAMME**

13 **DES JOURNÉES POUR PARTAGER LES RÉSULTATS DE LA RECHERCHE**  
14 **PRATIQUES CONTRE-CULTURELLES ET CRITIQUE IMMANENTE DE LA MÉTROPOLISATION**  
**LES CAS DE GRRRND ZERO À LYON ET AVATARIA À SAINT-ÉTIENNE**  
17 **LA MÉTROPOLE DES ARTS NUMÉRIQUES**  
**MILIEU CRÉATIF, TECHNOSCIENCE ET CULTURE DU LIBRE**  
20 **LES REPRÉSENTATIONS DU TERRITOIRE MÉTROPOLITAIN DES LYCÉENS**  
**À L'ÉPREUVE D'UNE ACTION PÉDAGOGIQUE : LA MÉTROPOLE EN MOUVEMENT**  
23 **REPRÉSENTATIONS TERRITORIALES DES AMAPIENS**  
**QUEL(S) SENS POUR LA MÉTROPOLE LYON–SAINT-ÉTIENNE ?**

26 **3 SYNTHÈSE :  
LA MÉTROPOLE EN DÉBAT**

27 **QUELS MOTS POUR DIRE LES CHOSES ?**  
30 **L'EXPÉRIENCE MÉTROPOLITAINE : DES PRATIQUES ET DES RÉSEAUX**  
**SANS LIMITES QUI SE DÉPLOIENT À PARTIR DE LIEUX HABITÉS**  
33 **ÊTRE ACTEUR DE LA VILLE EN DEVENIR**  
37 **PERSPECTIVES : COMMENT « MÉNAGER » LES MONDES COMMUNS EN CONSTRUCTION ?**

# ÉDITORIAL

## Hélène Hatzfeld

Secrétariat général, Service de la coordination des politiques culturelles et de l'innovation  
Département de la recherche, de l'enseignement supérieur et de la technologie  
Ministère de la Culture et de la Communication

Le comité de pilotage du programme de recherches  
au 31 décembre 2014 :

### **Pierre Bernard †**

Plan Urbanisme Construction Architecture  
Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie

### **André Bruston**

ex-directeur du Plan urbain et président du programme  
de recherches « Cultures, villes et dynamiques sociales »

### **Marina Chauliac**

conseillère ethnologie, Direction régionale des affaires culturelles Rhône-Alpes

### **Anne Dubromel**

directrice de la Région Urbaine de Lyon

### **Catherine Foret**

secrétariat scientifique du programme

### **Piérane Gausset**

responsable du service des publics, Musées Gadagne

### **Catherine Grandin-Maurin**

directrice du CAUE du Rhône

### **Hélène Hatzfeld**

Ministère de la Culture et de la Communication

### **Corinne Hooge**

chargée de mission, Direction de la prospective et du dialogue public  
Métropole de Lyon

### **Anne-Catherine Marin**

directrice des Archives municipales de Lyon

### **Richard Nordier**

chargé de mission, Agence d'urbanisme pour le développement  
de l'agglomération lyonnaise

### **Cendrine Sanquer**

animatrice de l'architecture et du patrimoine  
Direction des affaires culturelles, Ville de Saint-Étienne

### **Xavier de la Selle**

directeur du Rize, Ville de Villeurbanne

À l'heure où les projecteurs sont tournés vers la construction pionnière d'une métropole inédite rassemblant les compétences de la Communauté urbaine de Lyon et du Département, cette brochure jette un éclairage décalé sur le processus en cours. Les recherches qui sont présentées ici s'intéressent à la « métropolisation par le bas », à ce qu'en vivent des habitants et usagers, dans leur diversité de regards et de pratiques. Comprendre comment des politiques publiques travaillent les territoires, quels potentiels, quelles émergences les configurent en retour, telle est l'ambition du Programme de recherches territorialisées « Métropolisation, cultures, urbanité » dont ces recherches sont l'expression.

La démarche incitant à explorer les revers, les marges ou les trous des périmètres institutionnels, à interroger et mettre au jour les impensés des plans et des projets d'aménagement, à donner à entendre ce qui sourd des petites fabriques des territoires, émane à l'origine de deux instances nationales s'intéressant aux cultures en ville : le ministère de la Culture et de la Communication (Mission de la recherche et de la technologie) et le Plan Urbanisme Construction Architecture (PUCA). Dans la foulée de plusieurs programmes interministériels de recherche incitative conduits sur cette thématique entre 1991 et 2004, ces institutions ont estimé important d'encourager la commande locale de recherche, en lien avec la montée en puissance des collectivités territoriales. Lancés à titre expérimental, les Programmes de recherches territorialisées « Cultures, villes et dynamiques sociales » puis « Cultures en ville » prendront de l'ampleur dans deux régions : Île-de-France et Rhône-Alpes.

S'associent alors à cette initiative plusieurs autres instances nationales : le ministère de la Ville avec la Délégation Interministérielle à la Ville, le ministère de la Jeunesse et des Sports (notamment le secteur Éducation populaire), le Fonds d'action sociale pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD) devenu plus tard Agence pour la cohésion sociale et l'égalité des chances

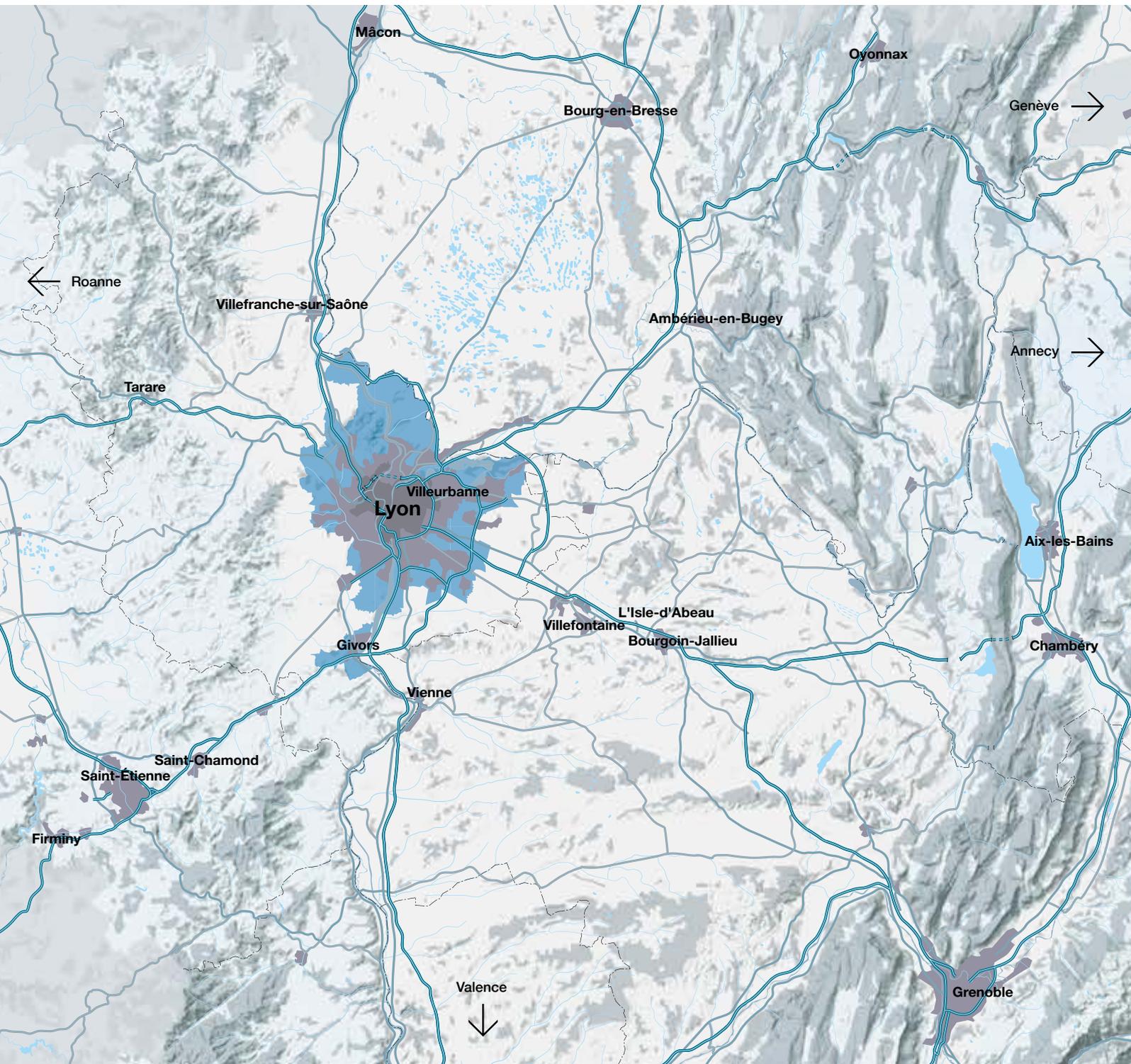
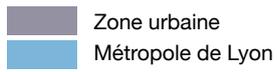
(ACSE), ainsi que la Caisse des dépôts et consignations (Mission pour le mécénat et l'action culturelle). Ce partenariat de recherche donne lieu à une « Convention de programme de recherche interministériel et pluriannuel ». Il est renforcé grâce à l'adoption, par le ministère de la Culture et de la Communication, d'un « Schéma stratégique pour la recherche pour les années 2002-2006 » qui prévoit un cadre territorial pour les recherches. S'arriment ainsi à cette dynamique les Directions régionales de l'action culturelle (DRAC), des collectivités territoriales et diverses institutions, telles, dans l'agglomération lyonnaise, l'Agence d'urbanisme et le CERTU (Centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques, devenu depuis le CEREMA).

Ces programmes de recherches en régions visent à encourager des travaux en sciences humaines et sociales sur des questions intéressant directement des collectivités locales et les acteurs des villes et de la culture. Leur originalité consiste à solliciter des chercheurs de différentes disciplines sur des problématiques propres à certains territoires, définies collectivement par les acteurs concernés.

Ils s'appuient sur deux constats. Tout d'abord, chaque territoire est le fruit de dynamiques historiques, géographiques, sociales particulières ; il évolue en fonction de fondements qui lui sont propres, même s'il est pris dans de grands mouvements économiques et sociétaux. Lorsque l'on gère un équipement culturel ou une collectivité, il importe de saisir ces spécificités pour pouvoir agir de manière pertinente, anticiper sur l'avenir et prendre des décisions adaptées.

Deuxième constat : au moment où le partage des savoirs et la prise en compte de la complexité apparaissent de plus en plus nécessaires à la conduite de l'action publique, les chercheurs sont fréquemment sollicités par les décideurs pour éclairer les transformations sociétales en cours. Mais la rencontre n'est pas toujours évidente entre le monde des praticiens et celui des scientifiques.

### Situation de la région urbaine Lyon–Saint-Étienne



Ces derniers, en effet, n'ont pas vocation à apporter des réponses simples ou des solutions immédiatement applicables aux problèmes qui leur sont soumis. Et du côté des professionnels, on est plus habitué à piloter des études ou des expertises que des travaux de recherche.

Le point de vue critique des chercheurs, leurs approches pluridisciplinaires et inscrites dans le temps long sont cependant précieux pour nourrir la réflexion sur les finalités et les modalités de mise en œuvre de l'action publique. Les programmes de recherches territorialisées sont une manière de favoriser l'acculturation entre ces deux mondes. Tout en préservant les conditions du travail scientifique – rigueur méthodologique et liberté d'investigation – ils veulent élargir l'assiette des savoirs et faciliter leur diffusion et leur appropriation, en conviant autour des chercheurs des acteurs profanes, détenteurs d'un autre type de connaissances : professionnels engagés, responsables associatifs, élus locaux...

En Rhône-Alpes, la présentation, en 2010, des résultats d'un premier appel à projets (*Quand la ville se raconte... Enjeux culturels et urbains du travail de mémoire*) qui s'intéressait à l'histoire de quartiers populaires démolis ou soumis à des opérations de rénovation urbaine, avait notamment fait ressortir l'importance de l'échelle métropolitaine. Les recherches avaient en effet mis en évidence les conséquences particulières des mouvements migratoires qui ont affecté cette région urbaine depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle. La mise en perspective de ces recherches et les débats auxquels elles ont donné lieu ont fait apparaître le caractère déterminant des mobilités résidentielles, de travail et de loisirs dans la définition des attachements territoriaux et l'organisation des liens sociaux. Au-delà des communes de résidence, c'est un vaste bassin de vie qui structure les modes de vie individuels et familiaux, autant que les engagements collectifs et citoyens ; un « grand territoire », qui va de Saint-Étienne à Lyon et Villeurbanne, de Bourg-en-Bresse à Villefranche-sur-Saône, Bourgoin-Jallieu, L'Isle-d'Abeau ou Vienne.

Forts de ces résultats, des acteurs locaux et nationaux, pour une part initiateurs du premier programme, se sont rassemblés pour élaborer et lancer un nouvel appel à projets de recherches (2011-2014) centré sur la manière dont les populations vivent, pratiquent et se représentent cette « métropole en chantier ». Comme le précédent, ce nouveau Programme de recherches territorialisées a associé des représentants de l'État (Département de la recherche, de l'enseignement supérieur et de la technologie du ministère de la Culture et de la Communication, DRAC Rhône-Alpes, PUCA), des collectivités locales (Grand Lyon, Ville de Saint-Étienne) et d'institutions participant au développement urbain et culturel du territoire (Région Urbaine de Lyon, Agence d'urbanisme pour le développement de l'agglomération lyonnaise, CAUE du Rhône, Archives municipales de Lyon, Le Rize-Centre mémoires et société de Villeurbanne, musées Gadagne). Autant d'acteurs qui développent des collaborations régulières et dont les responsables sont au contact, sur leurs territoires d'action respectifs, avec des élus locaux, des militants associatifs, des membres de conseils de développement et des professionnels de la culture, de l'aménagement ou de la gestion urbaine.

C'est grâce à l'implication des membres du comité de pilotage du programme et à la continuité du secrétariat scientifique assuré par Catherine Foret, géographe et sociologue spécialiste des questions urbaines, que la volonté partagée par cet ensemble d'acteurs locaux et nationaux a pu donner lieu à un appel à projets, à la valorisation des recherches concernées et à la rédaction de cette brochure de synthèse.

**UN APPEL À PROJETS  
POUR DES RECHERCHES  
AU PLUS PRÈS  
DU TERRITOIRE**

**1**

# QUELS SAVOIRS POUR PENSER LA MÉTROPOLE EN CHANTIER ?

**Avec la naissance de la Métropole de Lyon, le 1<sup>er</sup> janvier 2015, un pas a été franchi dans l'organisation institutionnelle française. Cette collectivité territoriale inédite, qui résulte de la fusion des compétences du Conseil Général du Rhône et de l'ex-Communauté urbaine de Lyon, sur le territoire de cette dernière<sup>1</sup>, représente une avancée majeure sur le plan administratif. Instituée par la loi<sup>2</sup>, elle est surtout le fruit d'un consensus entre élus locaux habitués de longue date à travailler ensemble. Le nouveau statut doit permettre, d'après ses promoteurs, «d'asseoir la place de Lyon dans les villes qui comptent et fabriquent l'économie mondiale»<sup>3</sup>; il vise aussi à rendre l'action publique «plus efficace, plus rapide, et plus cohérente», afin de «mieux répondre aux besoins des citoyens».**

## Question d'échelles

Le terme de métropole appliqué à un espace comme celui-ci, questionne, pourtant. Car depuis longtemps, il était employé localement pour désigner un territoire beaucoup plus vaste. De la *métropole d'équilibre Lyon-Saint-Étienne-Grenoble* évoquée dans les années 1970 au *Pôle métropolitain de Lyon*, qui regroupait en 2012 les intercommunalités de Lyon, Saint-Étienne, Bourgoin-Jallieu et Vienne, on ne compte plus les usages dont il a fait l'objet, en vue d'appréhender ce qui se joue depuis des décennies autour de l'agglomération lyonnaise : une dynamique d'urbanisation généralisée, qui métamorphose le paysage autant que le vécu de larges territoires s'étendant autour de plusieurs villes historiques de la région. En 1989, l'appellation *Région Urbaine de Lyon* (RUL) avait été inventée, pour préfigurer l'organisation technique, politique et administrative de cette aire géographique aux contours imprécis, mais dans tous les cas beaucoup plus étendue que l'ensemble formé par la Communauté urbaine de Lyon. D'aucuns ont ensuite parlé de «ville diffuse» ou «polycentrique», de «métropole multipolaire» ou de «région métropolitaine de Lyon» pour désigner cet espace sillonné de flux démographiques et économiques toujours plus importants, regroupant

en son sein des zones très densément peuplées, des ensembles périurbains et des secteurs ruraux ; et sur lequel s'épanouissent tous les degrés d'une urbanité en profonde transformation.

Du côté des chercheurs comme de celui des techniciens de l'urbanisme, l'idée était ainsi acquise que ce bassin de vie était soumis à un processus de «métropolisation», autrement dit à «l'ensemble des phénomènes, dynamiques et fonctionnements qui font [désormais] l'urbain»<sup>4</sup>. C'est à cette échelle que se jouent de profondes transformations des modes de vie, et que doivent se penser les infrastructures et les services publics de demain. Le processus était d'ailleurs appréhendé depuis longtemps sur le plan quantitatif, à travers des enquêtes de mobilité et diverses études menées sous l'égide des agences d'urbanisme de Lyon et Saint-Étienne, du Grand Lyon, de Saint-Étienne métropole, de la RUL ou du *Pôle métropolitain*. Des géographes, des historiens, des sociologues, des politistes se sont également penchés depuis plusieurs décennies sur l'émergence de cette aire urbaine. On peut penser en la matière aux analyses de Marc Bonneville, Paul Boino, Franck Scherrer, Bernard Jouve, Gilles Pinson, Christelle Morel Journal, Martin Vannier, Éric Charmes, Max Rousseau... Tous travaux qui ont bien éclairé la manière dont les politiques publiques et les logiques économiques orientent le fait métropolitain, ainsi que la façon dont les institutions concernées représentent leurs projets et expérimentent de nouveaux systèmes de gouvernance à cette échelle.

## Le fruit d'une longue histoire

Le processus était aussi documenté par les réflexions des membres de l'*Inter Conseils de développement*<sup>5</sup>, ainsi que par des approches plus rares, de type ethnographique, qui s'intéressaient aux manières de penser et de vivre des habitants de ce grand territoire. Parmi celles-ci, des recherches portant sur *Les enjeux culturels et urbains du travail de mémoire*, menées entre 2005 et 2008 dans le cadre d'un premier Programme de recherches territorialisées en Rhône-Alpes (PRTRA), avaient fait ressortir l'importance

1 59 communes, 1,3 million d'habitants.

2 Loi MAPTAM de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, promulguée en janvier 2014.

3 Source : <http://www.grandlyon.com/metropole/bienvenue-a-la-metropole.html>

4 On reprend là une définition proposée par Gilles Pinson et Max Rousseau, in : *Les systèmes métropolitains intégrés. État des lieux et problématiques*, paru dans

*Territoires 2040, Revue d'études et de prospective* n°3, La Documentation française, disponible sur : <http://territoires2040.datar.gouv.fr/spip.php?article84&revue=1>

5 La démarche de coopération entre les quatre conseils de développement du Grand Lyon, du Nord-Isère, de Saint-Étienne Métropole et du Pays viennois a été amorcée en 2007 sous la forme d'une charte. Soutenue par la RUL, elle a préfiguré le Conseil de développement du Pôle Métropolitain.

## MIEUX CERNER LE RÔLE DES «ACTEURS FAIBLES» DE LA MÉTROPOLISATION

de la question métropolitaine sur la construction des imaginaires territoriaux<sup>6</sup>. À partir d'enquêtes qualitatives et de recueils d'histoires de vie, les chercheurs décrivaient en effet des logiques de mobilité résidentielle et de rapprochement familial, des mises en récit d'histoires collectives, des sentiments d'attachement et d'appartenance qui ne s'arrêtaient nullement aux frontières des communes de résidence. Les conflits observés à l'occasion d'opérations de rénovation urbaine ou de mise en représentation des mémoires collectives, les luttes pour la reconnaissance et les procès en légitimité qui en découlaient, ne pouvaient être compris que rapportés à la longue histoire de toute la région qui va de Saint-Étienne à Villeurbanne, de Bourg-en-Bresse à Villefranche-sur-Saône et Tarare, de Bourgoin-Jallieu à Grenoble, en passant par l'Isle-d'Abeau ou Vienne. Les paroles, les écrits, les témoignages recueillis mobilisaient en effet des registres symboliques trouvant souvent leur origine dans l'aventure industrielle qui a marqué toute cette région, depuis la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle ; et notamment dans les processus migratoires et l'organisation sociale particulière qu'elle a engendrés. Les traces de ce passé, autrement dit, continuaient de travailler la société locale d'aujourd'hui, contribuant à la production d'un territoire de vie à la fois partagé et clivé.

Un constat s'était alors imposé aux partenaires du PRTRA : pour alimenter la réflexion de tous ceux qui s'occupent aujourd'hui de planifier, structurer ou équiper les espaces métropolitains, il fallait accroître ce genre de connaissances. En même temps que se cherchait (ici comme dans d'autres conurbations en émergence sur le territoire national) un mode de gouvernance adapté à la grande échelle ; en même temps que commençait à s'organiser une ingénierie spécifique, qui tentait de faire partager « par le haut » l'idée de métropole, il fallait aller voir comment la métropolisation se construisait aussi « par le bas ». S'intéresser au ressenti des populations plutôt qu'aux institutions qui les gouvernent ; se demander si une « conscience métropolitaine » faisait son chemin dans la tête des citoyens ordinaires. Et si non : pourquoi, avec quelles limites.

**Un appel à projets a formalisé cette ambition en mars 2011. Intitulé *Formes de l'urbanité et dynamiques culturelles dans une métropole en chantier. Pratiques et représentations à l'œuvre dans la région urbaine Lyon-Saint-Étienne*, diffusé nationalement par le biais des sites internet des institutions partenaires, il visait à saisir ce qui est encore peu exploré dans les dynamiques métropolitaines : la manière dont les populations vivent et se représentent la grande échelle, y trouvent des ressources et participent elles-mêmes à l'édification de la ville diffuse.**

Deux postulats ont fondé les questions proposées à l'investigation des chercheurs :

- D'abord, l'idée que la ville en devenir n'est pas le fruit des seuls impératifs du marché, de choix techniques et de décisions politiques. Si ces facteurs sont déterminants, ils sont sans cesse «contaminés» par le mouvement de fond invisible que constituent l'ensemble des actes quotidiens des habitants et des usagers du territoire, la circulation des mots et des images, les mobilisations collectives et les imaginaires qui se développent au sein des populations concernées par le processus de métropolisation.
- De cette idée en découle une autre : la métropolisation n'est pas seulement un phénomène économique, politique ou spatial, c'est aussi une affaire de cultures. À la fois parce que – cela tend à être démontré par de nombreuses études de par le monde – les activités créatives et artistiques sont au cœur du dynamisme des économies métropolitaines. Par l'animation urbaine qu'elles génèrent, les emplois qu'elles induisent, le rayonnement médiatique et touristique qu'elles engendrent, ces activités (de l'art plastique au spectacle vivant, du design aux jeux vidéo, au cinéma ou à la musique) constituent la base d'une vie sociale intense, qui contribue à l'attractivité des territoires urbains, à leur croissance, à leur réputation. Mais la métropolisation est aussi une affaire de cultures, au sens anthropologique du terme : parce qu'elle met en jeu

## TROIS AXES DE RÉFLEXION STRATÉGIQUES

la diversité des « *cultures ordinaires* » de tous ceux qui sont appelés à se côtoyer physiquement dans l'espace résidentiel, dans l'espace public, dans les transports en commun, sur les lieux de travail, dans les parcs de loisirs..., du fait de l'extension du phénomène urbain. La grande région lyonnaise-stéphanoise est ainsi profondément marquée par les pratiques, les arts de faire, les manières de penser et d'agir de groupes d'origines culturelles diverses, qui en font un espace largement cosmopolite; elle est aussi le lieu de croisements entre différentes cultures professionnelles, ainsi qu'entre des traditions, des héritages urbains et ruraux, liés à la diversité des terroirs et des villes qui la composent. Tous ces « frottements », cette complexité de l'édifice social métropolitain, obligent les habitants et usagers du territoire à faire appel ou à produire sans cesse de nouveaux savoirs; et ils engendrent à leur tour des faits culturels inédits, de nouveaux imaginaires, des identités et des mémoires divergentes, concurrentes ou recomposées.

Forts de ces convictions, les partenaires du PRTRA invitaient les chercheurs à saisir la métropolisation telle qu'elle se dessinait « *par les pieds et dans les têtes* ». Il s'agissait de se pencher sur les dispositifs mineurs, les pratiques invisibles, les « creux » de la métropole en formation... Il s'agissait aussi de saisir le rôle des « *acteurs faibles* » de la métropolisation : tous les citoyens ordinaires, habitants et passants qui, par leurs pratiques (de déplacement, de travail, de consommation, de loisirs...) et par les représentations qu'ils se font de leur cadre de vie, construisent au jour le jour ce que l'on a appelé une « *métropole en chantier* » – pour bien dire que l'on ne s'intéressait pas dans ce programme à un fait institutionnel, mais à un processus en acte.

**L'appel à projets lancé en 2011 proposait aux chercheurs intéressés de se positionner sur trois grands axes de réflexion, jugés stratégiques pour la région urbaine Lyon-Saint-Étienne.**

### Lieux, formes et temps de l'urbanité dans la métropole en devenir

On peut penser que l'urbanité, cette qualité propre aux habitants des villes, qui leur permet de vivre ensemble malgré leurs différences, est affectée par le processus de métropolisation. L'étalement urbain et la recomposition des rapports entre centres et périphéries, l'accroissement des mobilités, la multiplication des références culturelles auxquelles ont accès les adultes et les jeunes d'aujourd'hui..., sont autant de facteurs qui modifient le rapport à l'altérité, autant que la manière dont chacun de nous se sent ou non « *citadin* ». Dans ces conditions, peut-on distinguer, sur le territoire de la région urbaine, des lieux, des moments, des dispositifs spatiaux, techniques, symboliques... propices à l'émergence de formes d'urbanité nouvelles, contemporaines? Comment et où s'acquièrent les compétences nécessaires à la vie dans la Cité en transformation? Et quelles sont les résistances qui se font jour, quant à l'idée d'un « *vivre ensemble* » à cette échelle? Certains espaces, certains groupes sociaux, sont-ils plus particulièrement affectés par des formes d'évitement, de repli, qui témoigneraient d'un déficit ou d'un rejet d'une urbanité idéalisée?

### Imaginaires et représentations à l'œuvre : la métropolisation dans les têtes

Compte tenu de la diversité de peuplement du grand territoire ici considéré, tout laisse penser que des représentations et des imaginaires pluriels de celui-ci doivent s'élaborer dans les différents groupes de population concernés – certains se sentant plus « *inclus* » que d'autres dans le mouvement en cours. Autour de quels clivages, résistances, conflits, se manifestent ces diverses perceptions? Et inversement, qu'est-ce qui tend à faire sens commun? (hauts lieux, événements, récits...). Une figure

## QUATRE ÉQUIPES, QUATRE REGARDS SUR LA MÉTROPOLI- SATION À L'ŒUVRE

du « citoyen métropolitain » commence-t-elle à se dessiner ? Autour de quels enjeux, quels mouvements sociaux ? Dans quelles générations ou milieux plus particulièrement ?

### Quels savoirs pour quel vécu du territoire ?

Alors que des initiatives importantes ont été prises pour organiser le monde universitaire et développer la production et les échanges de savoirs à l'échelle de la région urbaine Lyon-Saint-Étienne, peut-on d'ores et déjà repérer les effets sociaux et culturels de cette dynamique ? Comment les milieux intellectuels (étudiants, enseignants, artistes, professionnels de la culture ou de la communication...) vivent-ils ce grand territoire ? En quoi contribuent-ils à fabriquer la métropole par leurs pratiques ? Et qu'en est-il du côté des usagers et habitants moins dotés en capital scolaire ? Quels savoirs pratiques s'élaborent pour « faire avec » la grande échelle, l'injonction à la mobilité ou à la déterritorialisation ? Ou pour résister à certains effets négatifs de la métropolisation ? Enfin, quels rôles jouent les nouveaux outils de communication dans l'évolution des pratiques et des imaginaires du territoire ?

**Une dizaine d'équipes ont répondu à l'appel lancé en 2011 par les partenaires du PRTRA. Quatre d'entre elles ont été retenues et financées pour travailler sur le projet qu'elles avaient présenté. Composées en majorité de jeunes scientifiques, aux origines géographiques et disciplinaires variées, elles ont entrepris d'appréhender la réalité métropolitaine à partir de l'étude de terrains et d'acteurs singuliers : des milieux « alternatifs » et « créatifs », des lycéens, et des membres d'AMAP de la région (Associations de maintien de l'agriculture paysanne). Elles répondaient en cela aux ambitions du programme, qui ne prétendait pas fournir une vision globalisante de la métropole en construction, mais souhaitait privilégier des approches qualitatives et pluridisciplinaires afin de saisir des dynamiques émergentes, peu connues ou reconnues des institutions en charge du territoire.**

### Groupe Recherche Action

La recherche proposée par le GRAC (Groupe Recherche Action) ambitionnait de suivre des collectifs qui organisent des manifestations culturelles dans des friches ou des squats à Lyon et à Saint-Étienne (Avataria, Grrnd Zero, Dodeskaden – ce dernier collectif ayant disparu dans le temps consacré à la recherche). À partir d'observations participantes, il s'agissait pour les chercheurs Rémi Eliçabe, Amandine Guilbert et Laetitia Overney, de comprendre comment la métropole est interrogée, mise en jeu par ces acteurs critiques « *qui travaillent à la défaire et à la (re)faire autrement* ». Avec une double hypothèse : ces expériences et les circulations qui en découlent dessinent « *un maillage de l'espace fait de solidarité et d'hospitalité pour tous ceux que la métropole met à mal* » ; et elles ont des effets sur les institutions culturelles et urbaines, autant que sur les collectifs concernés : « *ensauvagement des institutions* » d'un côté, « *domestication des expérimentations* » de l'autre...

### Unité mixte de recherche PACTE

Le projet présenté par Charles Ambrosino et Vincent Guillon, de l'Unité mixte de recherche PACTE (CNRS-Institut d'études politiques de Grenoble), se nourrissait de leurs précédents travaux, ainsi que des réflexions internationales sur le rôle de « *l'écologie créative* » dans le développement métropolitain. Partant de l'hypothèse que la métropole Lyon-Saint-Étienne serait le théâtre d'une rencontre particulièrement féconde entre les produits de l'art et les éléments techno-scientifiques présents sur le territoire, l'équipe proposait d'étudier les liens entre culture, créativité et espace urbain à partir du cas des arts numériques. Il s'agissait de s'intéresser aux usages de l'espace métropolitain par les professionnels du secteur; à la structuration et à l'organisation de ce milieu créatif; aux effets de celui-ci sur la formation d'urbanités nouvelles; et au rôle joué par les « *ressources métropolitaines* » dans ces processus.

### Unité mixte de recherche Triangle, Observatoire social de Lyon et CAUE du Rhône

L'Unité mixte de recherche Triangle (CNRS-Université Lumière Lyon 2), associée pour l'occasion à l'Observatoire social de Lyon et au CAUE du Rhône, proposait pour sa part d'analyser les représentations du territoire à l'œuvre dans le milieu adolescent, à partir d'une activité pédagogique de sensibilisation au phénomène de métropolisation, portée par le CAUE. En travaillant avec des élèves de collèges et lycées dans le cadre de visites urbaines organisées avec des enseignants autour de deux lignes de transports en commun (la ligne de tramway T3, qui relie le centre administratif et commercial de la Part-Dieu aux communes de l'Est lyonnais, et la ligne TER Lyon-Givors), il s'agissait pour les chercheurs, Josselin Bernède, Philippe Chaudoir et Maël Meralli-Ballou, de faire s'exprimer ces élèves sur leurs pratiques territoriales et de cerner les représentations de l'espace urbain qui sont les leurs. L'objectif étant aussi de mesurer d'éventuelles évolutions de ces représentations à l'occasion de l'activité pédagogique et des apports de connaissances fournis par les enseignants.

### Atelier de recherche Politopie

Nathalie Gourlot, Théa Manola et Mathilde Cordier, de l'Atelier de recherche Politopie, associé à l'Unité mixte de recherche CNRS Ladyss et au Lab'Urba (Institut d'urbanisme de Paris), souhaitaient quant à elles s'intéresser à un public particulier, considéré comme acteur témoin de nouvelles manières de vivre en ville : les « *amapiens* » (producteurs et consommateurs adhérents des AMAP, Associations de maintien de l'agriculture paysanne, qui prônent la consommation de produits locaux). Elles proposaient de s'interroger sur ce qui fait sens commun pour les personnes impliquées dans ce genre de dynamiques, au sein d'associations basées aussi bien en ville que dans les différents terroirs composant la région urbaine. Avec l'hypothèse que « *les paysages et le patrimoine gustatifs* » constituent un élément important de l'identité métropolitaine naissante dans cette région particulière.

# PRINCIPAUX RÉSULTATS DU PROGRAMME

# 2

# DES JOURNÉES POUR PARTAGER LES RÉSULTATS DE LA RECHERCHE

**Plusieurs séminaires ont ponctué le programme de recherche, au cours desquels les équipes étaient invitées à partager leurs avancées et leurs questionnements. L'enjeu du PRTRA, en effet, n'était pas seulement de mobiliser le milieu de la recherche, mais aussi les villes, les territoires, les institutions qui se pensent comme parties prenantes de la métropole en construction. Ces temps forts qu'ont constitué les séminaires, tenus alternativement à Lyon et à Saint-Étienne, ont permis aux chercheurs de progresser collectivement et aux représentants des institutions partenaires de les interpellier, tout en s'appropriant les concepts, les hypothèses, les premiers résultats des travaux en cours. Diverses inflexions en ont résulté, en même temps que les chercheurs adaptaient eux-mêmes leurs projets, en fonction de la réalité des terrains qu'ils exploraient.**

On trouvera dans les pages qui suivent les résumés que les chercheurs ont proposés de leur travail lors de la journée d'échanges du 7 novembre 2014 qui était consacrée à la présentation publique des résultats du programme. Introduite par Hélène Hatzfeld, chargée du PRTRA au sein du ministère de la Culture et de la Communication, et par Khaled Bouabdallah, Président de l'Université de Lyon, cette journée a rassemblé au CAUE du Rhône une centaine de personnes intéressées par le fait métropolitain : professionnels de l'urbain, représentants des conseils de développement du territoire et d'associations, chercheurs, élus locaux, responsables d'équipements culturels...

Les exposés des chercheurs étaient organisés en trois tables-rondes animées par Anne Dubromel, directrice de la Région Urbaine de Lyon, Richard Nordier, chargé de mission à l'Agence d'urbanisme pour le développement de la région lyonnaise, Hélène Hatzfeld, ministère de la Culture et de la Communication et Catherine Grandin-Maurin, directrice du CAUE du Rhône :

## **Se représenter le territoire, une expérience sensible?**

Quelles idées, quelles images du « grand territoire » soumis au phénomène de métropolisation se font les publics avec lesquels les chercheurs ont travaillé ? Sur quoi se fondent ces représentations ? Quelle part l'expérience sensible prend-elle dans ces constructions mentales ?

## **La carte et le territoire, à l'épreuve des pratiques**

Les pratiques des habitants et usagers dessinent des géographies distinctes de celles incarnées par les découpages institutionnels. Elles renvoient à un territoire sans frontières ni limites précises, avec des creux, des décalages, des débordements... qui posent le problème de « l'impossible carte métropolitaine ».

## **Circuler, s'engager, consommer, contester... : une citoyenneté métropolitaine à l'œuvre?**

Autour de l'hypothèse que la citoyenneté s'élabore en partie dans l'action, peut-on identifier les différentes modalités par lesquelles des habitants, jeunes et moins jeunes, construisent leur rapport à une entité qui excède celle de la commune ou de l'agglomération ?

Autour de ces trois thématiques se sont engagés de riches débats, dont le fil rouge a été assuré par Laurent Devisme, enseignant-chercheur à l'École nationale supérieure d'architecture de Nantes et rédacteur en chef de la revue *Lieux communs*. Une synthèse des réflexions issues de cette journée est proposée en dernière partie de ce document.

# PRATIQUES CONTRE-CULTURELLES ET CRITIQUE IMMANENTE DE LA MÉTROPOLISATION

## LES CAS DE GRRRND ZERO À LYON ET AVATARIA À SAINT-ÉTIENNE

Rémi Eliçabe  
Amandine Guilbert  
Laëtitia Overney

**La recherche du GRAC se propose de décrire comment des collectifs contre-culturels travaillent à Lyon (Grrrnd Zero) et Saint-Étienne (Avataria) à réinventer des formes, des lieux, des manières de faire ajustés aux activités artistiques et musicales qu'ils produisent et diffusent. Nous avons considéré les effets de leur action sur les configurations sensibles de la métropole, misant sur l'éclaircissement que leur position de bordure pouvait produire sur le phénomène métropolitain. La question centrale à laquelle nous essayons de répondre pourrait être formulée de la sorte : comment ces pratiques, en bordure des institutions culturelles de la métropole, interrogent-elles celle-ci dans sa cohérence, la mettent en cause, participent à en reconfigurer les contours, la texture sensible et politique?**<sup>7</sup>

### Se représenter le territoire, ou se rendre présent à celui-ci ?

Nous introduirons notre propos en nous attardant sur l'idée, la question même de la « représentation » : les acteurs que nous avons rencontrés ne pensent pas en termes de « représentation » ; et nous avons veillé dans notre recherche à prendre nos distances avec ce type de cadrage. En effet, cette conception s'appuie sur une distinction radicale entre le territoire et l'être humain qui en fait l'expérience, soit entre esprit et corps, perception et action, cognition et émotion. Il y aurait donc là, avec le registre de l'expérience sensible, une forme de contradiction dans les termes. Dans le cas qui nous a intéressé, les représentations ne « passent pas » par le registre du sensible mais bien à l'inverse, ce sont plutôt les acteurs des collectifs qui *rendent présent et se rendent présent* à un territoire qui les traverse de part en part. C'est donc moins d'un travail de représentation que d'un travail de la présence (au sens de Walter Benjamin) dont il s'agit : conférer une consistance sensible à un territoire (au moyen de la diffusion des musiques indépendantes), avoir prise dessus, et faire apparaître, rendre présent, un réseau humain et non humain peuplant ce territoire (*attaché* à ces musiques indépendantes et aux collectifs).

### Autant de collectifs, autant de géographies métropolitaines

Les géographies des acteurs des collectifs que nous avons rencontrés sont déterminées par des sympathies et des antipathies, des milieux hostiles ou inhospitaliers et des milieux plus accueillants, voire bienveillants. Les unes ne recouvrent pas les autres, mais elles sont amenées à se croiser et se mêler sans cesse, du fait des déplacements effectués dans les espaces publics métropolitains. Il ne faudrait ainsi pas vouloir chercher à dresser une cartographie stable de ces géographies, pour deux raisons. La première tient à ce que les sympathies des uns ne sont pas nécessairement celles des autres : chaque perspective singulière de la ville définit son propre territoire d'habiter (*Umwelt*) ; la seconde à ce que la morphologie de la ville autant que celle des antipathies et sympathies de ses habitants est en constante évolution. Pour autant, nous avons retenu ici deux aspects importants dans le rapport aux espaces métropolitains des collectifs.

Dans le cas d'Avataria, les géographies des collectifs sont déterminées par le rapport au passé de la ville et de la région, ainsi que par les réseaux contre-culturels au-delà de la ville. Avataria n'a pas de lieu en propre, le collectif intervient dans les lieux qu'il choisit. Dans cette géographie, d'une part, l'importance d'un point sur la carte ne dépend pas de critères relatifs à son poids économique (par exemple) mais de la vivacité des mondes qui soutiennent les réseaux de diffusion des cultures indépendantes. D'autre part le rapport au temps long de l'histoire est indexé sur la vivacité des mondes créés par les habitants actuels à partir de ce qu'ils savent des habitants d'hier. Cette double source de vivacité s'incarne aussi bien dans le nombre de concerts et de groupes de musiques indépendantes, leur variété, les influences multiples qu'ils ont les uns sur les autres, que dans l'« esprit » des collectifs, mais aussi dans les mémoires souterraines des événements qui ont marqué la ville, la circulation au ras des pratiques des modes de vies et des goûts esthétiques. La texture touffue de l'ensemble de ces rapports détermine la consistance des territoires existentiels liés aux musiques indépendantes, consistance qui se

<sup>7</sup> Le rapport final de cette recherche est téléchargeable à l'adresse suivante : <http://prtra.hypotheses.org/231>

renforce dans des domaines qui franchissent allègrement les frontières, et de la « musique » et de son indépendance vis-à-vis de l'industrie musicale (ce n'est donc aucunement à « une autre économie », une « autre gestion », que nous avons à faire). Ainsi, c'est une géographie peuplée d'une foule d'êtres réels et imaginaires, de fanzines qui circulent de la main à la main, de techniques de sérigraphie, de récits de l'exploitation minière et des solidarités ouvrières dans la bourse du travail de Saint-Étienne des années 1920. On aurait tort de trop vite ranger tout cela du côté du domaine clos de la culture, et c'est justement ce que ne veut pas Avataria. Il s'agit tout au contraire de lier hier à aujourd'hui, l'ailleurs et l'ici, par une géographie qui *rend présents* ces mondes disparus ou lointains, à l'aide d'une foule de moyens allant d'une conférence faite par un historien au témoin vivant, de la danse au bidouillage de machines électroniques ; c'est inviter les premiers DJ de musique électronique de Detroit à venir raconter l'effervescence de la création de la techno dans les années 1980, dans une ville alors ravagée par la pauvreté, mais c'est aussi inviter des femmes de mineurs syndicalistes raconter les luttes qu'elles ont traversées. Ainsi se dessine un espace-temps qui a autant d'amplitude spatiale que temporelle, en même temps qu'il est extrêmement situé : l'ailleurs et l'avant sont convoqués comme reprise aujourd'hui d'un autre futur que celui projeté par la circulation des flux et la logique économique métropolitaine.

Dans le cas de Grrrnd Zero, la géographie du collectif est déterminée au moment de notre enquête par l'absence de lieux pour leur déploiement ; ce qui se dessine alors, c'est la géographie d'une lutte pour obtenir un espace-temps. Le cas de Grrrnd Zero diffère de celui d'Avataria en ce qu'ils sont errants par la force. Ici, la situation tenait lieu jusqu'à il y a peu d'un véritable scandale : Grrrnd Zero a été littéralement trébuché d'un espace à l'autre pendant presque dix ans, période comprenant au milieu plusieurs années sans aucun autre espace que les bars voulant bien accueillir leurs concerts. Bien que reconnu par une diversité d'acteurs culturels comme un vivier des musiques indépendantes,

Grrrnd Zero n'a jamais pu disposer de locaux ou de lieux pour poursuivre ses activités, aucune convention d'occupation n'a pu dépasser une année. État de fait qui a reconduit en permanence une situation de quasi-survie et d'incertitude très grande sur le futur. La situation s'est stabilisée depuis peu, une convention de cinq ans vient d'être signée avec la collectivité locale, mais elle a été obtenue de haute lutte, après de nombreuses actions entreprises par le collectif et ses soutiens, la dernière et la plus efficace, d'après des membres du collectif, ayant été une campagne d'affichage exhibant la photo du maire Gérard Collomb et une lettre lui rappelant les engagements pris à l'endroit du collectif. Aujourd'hui, Grrrnd Zero peut enfin aménager comme ils l'entendent le nouveau lieu proposé par la mairie, quoiqu'ils aient dû renoncer en leur localisation au centre-ville, et que la convention ne coure jamais que sur cinq ans ; le couperet est simplement décalé un peu dans le temps. On ne peut pas parler à propos de Grrrnd Zero de culture oppositionnelle, il s'agissait pour eux d'obtenir un lieu, un espace-temps pour déployer dans le temps leurs activités diverses.

### **Composer des mondes communs et se soustraire à la gouvernamentalité des conduites : une autre conception de la citoyenneté**

Nous avons travaillé sur la notion de citoyenneté en contexte métropolitain il y a plusieurs années, dans le cadre d'un programme de recherches financé par le PUCA et intitulé *Citoyenneté urbaines*. À partir du suivi de l'activité de collectifs politiques extra-parlementaires dans différentes métropoles françaises, québécoises et catalanes, nous avons mis en exergue trois régimes de citoyenneté qui échappaient au modèle classique à la française de citoyenneté liée à la conception de la nation, une et indivisible, citoyenneté détachée des appartenances primaires comme des attachements sensibles.

#### **Première sémantique (des collectifs rencontrés)**

Celle d'une citoyenneté reterritorialisée et en même temps réaffiliée à des lignes de tradition archaïques,

la citoyenneté populaire et la citoyenneté antique. Dans ce cas, la citoyenneté est bien activée dans des dispositifs spécifiques qui empruntent aux formes classiques de la démocratie. Les assemblées populaires organisées dans les rues relèvent de cette sémantique.

### Seconde sémantique

Celle d'une citoyenneté décentrée, juxtaposée à d'autres qualificatifs et qui n'épuise pas toute la charge politique contenue dans les collectifs en question. C'est par exemple le cas de ces lieux qui font co-exister des logiques relevant du centre social, du jardin botanique, de la crèche, de la salle de concert et d'un centre d'hébergement, le tout autogéré. Autrement dit, le lieu est bien qualifié de citoyen, mais tout aussi bien de « lieu écolo, lieu militant et associatif ».

### Troisième sémantique

Ici, la citoyenneté est ressaisie dans une logique d'engagement public. La notion de citoyenneté disparaît au profit de la défense centrale de la qualité publique des espaces urbains, qualité publique qui est à défendre.

La recherche menée auprès des collectifs Avataria et Grrrrnd Zero nous a permis d'approfondir cette question, quoique nous trouvions problématique d'utiliser cette terminologie, impropre à décrire le type d'investissements politiques des collectifs. D'abord parce que ce sont des *luttés* : cette dimension est très importante et ne doit pas disparaître sous la notion de citoyenneté. Précisons la forme et la teneur de ces luttes. Celles dont nous parlons ne sont pas au premier degré des luttes politiques ou sociales telles que nous les connaissons depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, elles n'en prennent pas le vocabulaire, ni les idéologies qui les ont soutenues. Ce sont des luttes d'ordre éthique, dont l'attention est mise sur la qualité esthétique des rapports entre un territoire de vie, des êtres humains et des êtres non-humains. Elles s'appuient très fortement sur des techniques, usages détournés de toutes sortes de choses (*technè* dans son sens grec, comme ce qui

permet d'entrer en rapport avec le monde). Le rock et les contre-cultures sont à considérer comme vivier de techniques mineures : musicales, électronique, graphiques, culinaires même (si l'on refuse de payer un *catering*, il faut cuisiner soi-même!). Ces luttes ne sont pas des luttes de conquête ou des luttes prosélytes, elles sont agonistiques, ce sont des luttes pour continuer à faire exister ces contre-cultures en ville, en retrait par rapport aux processus de valorisation économique. Elles ne sont pas antagonistes, car elles n'évoluent plus et ne se constituent pas dans un univers dualiste. Elles sont pluralistes au sens où elles proposent une multiplicité d'autres mondes possibles, directement à portée de main (encore une fois, l'importance de l'élément technique).

Ensuite, nous l'avons déjà dit rapidement, ces collectifs ne conçoivent pas la politique dans les termes hérités de la modernité et de la philosophie du sujet. S'ils ont quelque chose à dire de politique, c'est en tant qu'ils s'incarnent quelque part, en rapport à d'autres mondes. Leur réponse politique est essentiellement d'ordre technique, une ingénierie des affects, des milieux et des comportements, donc leur réponse politique s'incarne entièrement dans les choix éthiques et techniques qu'ils opèrent. Ils fondent la politique dans leurs pratiques quotidiennes et s'attachent à construire des mondes qui se soustraient aux prises gouvernementales, à la valorisation économique métropolitaine. Leur question politique pourrait être dite comme composition de mondes communs autant que comme soustraction à la gouvernementalité des conduites.

Pour conclure, insistons sur la nécessité d'une perspective de recherche sur la métropole qui marque une rupture avec les démarches an-historiques dominant aujourd'hui dans le champ des politiques publiques, mais également dans celui des disciplines telles que la sociologie, l'économie, l'urbanisme. Notre recherche ouvre une piste de travail intéressante : historiciser les modalités particulières du développement de la métropole et les formes de gouvernementalité qui lui ont été associées, depuis les années 1960. Nous poursuivrons sur cette voie lors de prochains travaux.

# LA MÉTROPOLE DES ARTS NUMÉRIQUES

## MILIEU CRÉATIF, TECHNOSCIENCE ET CULTURE DU LIBRE

Charles Ambrosino  
Vincent Guillon

La présente communication s'appuie sur l'observation et l'analyse du milieu des arts numériques au sein de l'aire géographique constituée par la région urbaine Lyon–Saint-Étienne. Elle s'appuie sur l'observation ainsi que l'analyse du milieu des arts numériques au sein de l'aire géographique considérée. Cette entrée présente l'attrait d'une actualité assez vive, que ce soit au plan local, régional ou national. En effet, dans le champ de l'art, l'irruption des technologies numériques et, plus généralement, le recours à la programmation informatique, renouvellent en profondeur les modalités de production, de diffusion et de réception de la création. La multiplication des réseaux et des blogs, la diffusion des pratiques artistiques partagées sur le web et la domestication du code informatique tendent à estomper les frontières conventionnelles qui définissent et distinguent les formes artistiques entre elles, au point de permettre l'apparition d'esthétiques nouvelles et originales. Si le vocable «art numérique» peine parfois à embrasser dans sa diversité l'éventail de ces propositions, il souligne néanmoins l'importance d'un art qui se base désormais sur des modes inédits d'interaction entre les auteurs, l'œuvre et le public. Au demeurant, nous n'avons pas anticipé que les enjeux sous-jacents aux arts numériques recevraient un tel écho, en lien avec les thèmes de la convergence *Arts-Sciences*, de l'*Open Source* ou de l'économie collaborative. Autant de signes qui n'ont fait qu'amplifier notre intérêt croissant pour les questions de recherche soulevées dans le cadre du PRTRA. À cela s'est ajoutée la conviction assez rapide que nous étions en présence d'un territoire particulièrement riche pour les renseigner. Ce territoire, nous l'avons saisi comme un ensemble, c'est-à-dire dans sa globalité, sans remettre en question sa cohérence a priori. Les deux polarités formées par Lyon et Saint-Étienne ont été abordées, même si l'enquête de terrain et l'inscription dans l'espace des réseaux d'acteurs dessinent finalement un autre espace métropolitain.<sup>8</sup>

### Plongée dans les coulisses du milieu des arts numériques

Au cours des vingt dernières années, la structuration métropolitaine du milieu des arts numériques s'est effectuée selon un mouvement de balancier entre une reconnaissance par l'économie (filière industrielle numérique) et par le monde de l'art. La reconstitution de cette sociogenèse nous a permis d'observer l'enchaînement dans le temps d'un certain nombre d'initiatives, ponctuelles ou récurrentes, isolées ou collectives, qui, prises dans leur épaisseur, constituent les ferments du milieu des arts numériques. L'idée de coulisse évoquée dans le titre ci-dessus renvoie à cet impératif, auquel nous invitent nombre de chercheurs, mais également d'artistes – parmi ceux que nous avons rencontrés – à «soulever le capot», à observer depuis l'intérieur ces «écologies du savoir» dont on ne cesse de vanter les mérites économiques, culturels ou sociétaux sans jamais véritablement en révéler l'organisation sociale, le mode de fonctionnement, ni même les territoires. C'est pourquoi nous nous sommes attachés à explorer la *praxis* des arts numériques à travers trois formes de sphères relationnelles : le *face-à-face*, le *face-à-l'art* et le *face-au-code*. Chacune fait appel à des configurations spatiale et sociale spécifiques :

- Le *face-à-face* désigne des situations d'apprentissage, de coordination, de socialisation et d'émulation propres au travail artistique, impliquant la coprésence physique d'au moins deux individus ;
- Le *face-à-l'art* décrit les conditions de médiation, de réception sensorielle et d'observation physique d'une œuvre d'art, tant par les membres de la communauté artistique que par le public (du touriste à l'amateur, en passant par le collectionneur) ;
- Le *face-au-code*, enfin, recouvre quant à lui l'ensemble des interrelations nécessaires à la pratique de la programmation informatique, à son apprentissage et à sa mise en œuvre, et concerne tant les membres de la communauté artistique qu'une vaste nébuleuse d'individus constituée d'amateurs ou de professionnels.

Ces différentes sphères relationnelles s'appuient sur des événements, des ateliers, des équipements et des lieux de rencontre identifiés. Ils articulent entre eux des mondes sociaux différenciés, qui gagnent à se croiser tant le bénéfice mutuel est décuplé : transfert de savoirs et de savoir-faire, développement de réseaux, temps récréatifs et ludiques, etc. Il arrive que l'ensemble des trois sphères relationnelles se superposent, rythmant ainsi la vie du milieu des arts numériques. Souvent à l'initiative de quelques acteurs cardinaux (AADN<sup>9</sup>, ANRA<sup>10</sup>, Metalab, Le Lavoir public, etc.) ces temps constituent des repères collectifs communs et nécessaires à la structuration de ce milieu créatif.

### Le milieu des arts numériques et ses territoires

L'ensemble des sphères relationnelles mobilisées par les artistes numériques esquisse plusieurs géographies, depuis certains micro-lieux (friche RVI, salle des Rancy, etc.) jusqu'au web, en passant par le Grand Lyon et la Région Rhône-Alpes, voire au-delà. Néanmoins, au prisme des représentations dont témoignent nos interlocuteurs, deux territoires se distinguent par leur capacité à structurer les logiques de valorisation et d'exposition, de coopérations et d'implantations propres à la scène des arts numériques :

#### Le territoire des interactions et des infrastructures : le Grand Lyon et ses périphéries Est

C'est au sein du Grand Lyon que se joue la plupart des interactions artistiques, techniques et technologiques qui président à la création, mais également à l'organisation du milieu des arts numériques rhônalpin. Trois logiques consubstantielles agissent simultanément : l'implantation des acteurs, leur coopération et leur reconnaissance. Sur ce territoire, les créateurs disposent des interfaces nécessaires à la rencontre, à l'échange et au partage ainsi qu'à la concurrence, auxquelles se rajoutent les multiples occasions présentées en amont de se frotter aux œuvres numériques,

au processus de leur conception et au dispositif de leur monstration. *Face-à-face*, *face-à-l'art* et *face-au-code* s'y sédimentent selon un régime certes précaire mais récurrent.

#### Le territoire de la diffusion et du marché du travail : l'axe Lyon–Grenoble

Par ailleurs, « la métropole des arts numériques », pour reprendre les termes de Pierre Amoudruz (directeur artistique à l'AADN), semble s'étirer à l'est suivant un axe Lyon–Grenoble. La principale motivation qui pousse les acteurs du milieu des arts numériques à embrasser cette géographie relève de logiques de valorisation portées par des lieux d'exposition, des événements et le soutien de la part de grandes institutions culturelles et scientifiques. C'est par exemple le cas de Lyon avec la Galerie H+ spécialisée sur le monde digital et les nombreux événements qui mettent en scène de manière centrale ou périphérique les productions des artistes locaux (Nuits Sonores, Biennale de la danse, Biennale d'art contemporain, Fête des lumières, Festival RVBn, Mirage Festival, etc.); de Bourgoin-Jallieu, qui accueille aux Abattoirs le festival Electrochoc dédié aux arts numériques; et de Valence où la scène nationale le Lux s'est montrée dès les années 1990 pionnière dans la présentation des œuvres numériques. Mais c'est au sein de l'agglomération grenobloise, autour des activités de l'Hexagone (scène nationale de Meylan) que les possibilités de *face-à-face* et de *face-à-l'art* apparaissent les plus fécondes (rencontres I, salon Experimenta, Atelier Arts-Sciences, etc.)

Le Grand Lyon polarise les initiatives et la plupart des formes de coopération qui concourent à structurer le milieu des arts numériques. Aussi le processus de métropolisation entre Lyon et Saint-Étienne ne semble pas trouver de traduction réelle dans ce domaine d'activité sociale; les logiques de réseau et de valorisation tendent à se développer davantage en direction des territoires situés au sud-est de Lyon, vers Bourgoin-Jallieu, Grenoble ou Valence.

9 AADN : Association pour le développement des arts et cultures numériques.

10 ANRA : Arts numériques Rhône-Alpes.

### Vers une scène métropolitaine du libre

Plusieurs travaux de recherche montrent comment les différentes innovations technologiques et multimédias liées au déploiement d'Internet, de la pratique de la programmation et des supports numériques se sont accompagnées ces dernières décennies d'une hybridation croissante des compétences artistiques, technologiques et scientifiques. Si la maîtrise du code ne conditionne pas le travail de l'art, l'accès aux individus disposant de ce savoir demeure néanmoins primordial. À mesure que s'intensifient leurs coopérations, artistes, informaticiens, techniciens et autres « technologues » posent ensemble les pierres d'un édifice relationnel avant tout basé sur la poursuite d'un objectif commun : résoudre un problème qui relève à la fois du champ artistique (qualité esthétique, interactivité avec le public ou le danseur, etc.) et du domaine technologique (enjeu de recherche et développement, transfert industrie, etc.). De fait, depuis quelques années, les arts numériques font l'objet de nombreuses tentatives de rapprochement avec les milieux de la science (Hexagram, Montréal), de la technoscience (Atelier Arts-Sciences, Grenoble) et des industries créatives (Interactive Media Art Laboratory, Bruxelles). Il apparaît ainsi particulièrement intéressant d'examiner les différentes formes « d'encastrement » du milieu des arts numériques dans les sociétés urbaines. Précisément, selon certains documents stratégiques, la métropole lyonnaise serait le théâtre d'une rencontre particulièrement fertile entre les acteurs des arts numériques et les industries des loisirs numériques (jeux vidéo, cinéma, audiovisuel, nouveaux services numériques et applications multimédias mobiles, etc.). L'hypothèse est également au cœur du label « ville créative » attribué par l'Unesco à la ville de Lyon.

Par-delà ces présomptions, l'enquête montre que le décloisonnement souhaité entre mondes de la création artistique et de la production industrielle dans la sphère numérique ne s'opère pas. S'ils font appel à des compétences proches, ces deux pôles s'organisent dans des champs de légitimité trop différents et mobilisent des

professionnels qui n'ont pas ou très peu de relations entre eux. Il y a bien eu quelques tentatives d'approches entrent les structures qui organisent ces réseaux créatifs, mais elles n'ont pas abouti. En revanche, l'analyse montre que si les porosités avec l'industrie des loisirs numériques sont quasi inexistantes, le milieu des arts numériques s'encastre localement dans le mouvement dit *Open Source* et *hacker* (les promoteurs locaux des logiciels libres, des *hackerspaces*, des *makerspaces*, de l'*open design*...). De ce point de vue, les artistes numériques participent bien de la formation d'une scène locale qui s'affranchit en partie des distinctions habituelles entre l'art et d'autres domaines d'activités productives et de services. Ce décloisonnement prend la forme d'une coopération technique et du partage de valeurs associées à une généralisation de l'accès libre à la technologie, à l'information et au savoir. Cette citoyenneté numérique émergente s'invente dans des domaines aussi divers que la programmation, la conception ou la fabrication (création artistique, *open design*, *hackerspace*, *fab lab*, *living lab*, *data journalisme*, etc.). Portée par des réseaux, des lieux et des moments collectifs, elle résulte d'une articulation caractéristique du processus de métropolisation susceptible de conférer à un mouvement global (la culture du libre) un ancrage local (la scène du libre). Pour autant, si l'échelle de la métropole permet cet agencement socio-culturel, il ne constitue qu'un élément d'identification parmi d'autres du « citoyen métropolitain ».

# LES REPRÉSENTATIONS DU TERRITOIRE MÉTROPOLITAIN DES LYCÉENS À L'ÉPREUVE D'UNE ACTION PÉDAGOGIQUE : LA MÉTROPOLE EN MOUVEMENT

Josselin Bernède  
Philippe Chaudoir  
Maël Meralli-Ballou

**Le concept de « métropole » s'est révélé peu appréhendé par les adolescents interrogés dans le cadre de cette recherche, qui était menée en lien avec une activité pédagogique au sein de collèges et lycées de la région urbaine. Au terme de balades urbaines organisées avec leurs enseignants, les élèves étaient invités à associer des mots ou des images à certains « mots inducteurs » (métropole, agglomération, quartier). Nous livrons ici une courte synthèse des résultats que l'on trouvera détaillés dans le rapport final de la recherche.<sup>11</sup>**

## « Métropole » : une représentation sociale homogène, mais pauvre

Lors de l'enquête, le terme de métropole a suscité nettement moins de réponses que les autres mots inducteurs (« quartier » ou « ville »). Une première interprétation de ce constat est que les élèves sont moins familiers avec le mot « métropole », ce qui limite l'association d'idées. Plus précisément, l'analyse des mots recueillis montre que le terme « métropole » renvoie à une notion abstraite. La métropole évoque un ensemble urbain très peuplé, avec des transports en commun et des voitures. Elle fait référence à un ordre de grandeur qui dépasse la simple ville et nécessite des infrastructures importantes. Les termes d'« agglomération » et de « grande ville » sont utilisés comme synonymes. Cependant, cette représentation manque d'épaisseur et s'avère essentiellement descriptive. Elle est peu connotée, comme si les élèves hésitaient à véritablement se projeter dans cette notion, ce qui révèle une connaissance du mot non associée à une réalité.

Il y a en fait trois catégories d'élèves. Les plus nombreux sont ceux pour qui la métropole évoque un vague ensemble urbain relativement neutre, sans qu'un mode de vie lui soit attaché.

Certains la voient comme une menace, c'est-à-dire un espace urbain dense qui grignote l'espace rural. Ils associent la métropole à un espace pollué et stressant. Cette vision est principalement portée par les élèves ruraux ne fréquentant pas ou très peu la métropole.

Pour les autres, la métropole est perçue comme un territoire attrayant, c'est-à-dire un espace de services disponibles, accessibles tout de suite. La métropole est vue comme un territoire attractif, organisé autour du plaisir, des loisirs et de la consommation. C'est une représentation sociale qui se rapproche de la notion de métropole/image ou métropole/vitrine : la métropole comme vitrine d'une puissance économique.

Cette dernière vision est à mettre en balance avec les pratiques des adolescents. Ils décrivent Lyon à partir de leur mode de vie qui, à cet âge, accorde une large place aux divertissements. Cette image de Lyon est évoquée au travers des mots « magasins » ou « culture » mais également de tous les lieux fréquentés : la Part-Dieu, la place Bellecour, la Confluence ; lieux qui accueillent tous un centre commercial ou une rue commerçante, des espaces de consommation et de loisirs. La Part-Dieu, notamment, paraît fondamentale dans la représentation de la métropole lyonnaise. La notion de déplacement est également très importante. La présence de transports en commun, d'un service disponible permettant une mobilité autonome, fait partie des caractéristiques de la métropole lyonnaise.

## Une vision topologique de l'espace métropolitain, qui découle des pratiques

Pour comprendre la géographie métropolitaine, il semble nécessaire de revenir sur les géographies de territoires plus facilement appréhendables : le quartier et Lyon.

Concernant le quartier, les adolescents lui associent classiquement les espaces fortement appropriés de la quotidienneté et font référence aux notions de l'intime. Mais il ressort que les lieux fréquentés débordent largement de l'espace de proximité géographique, entendu comme le quartier, pour se déployer à une échelle beaucoup plus large.

Lyon est un espace vécu au travers de déplacements réguliers, à l'échelle de l'agglomération, et de déplacements

<sup>11</sup> Rapport téléchargeable sur <http://prtra.hypotheses.org/231>

plus exceptionnels (mensuels, voire annuels). Cette échelle fait moins référence à une appropriation forte mais elle est considérée comme connue et renvoie à des marqueurs territoriaux et des usages variés.

L'agglomération, en tant qu'espace urbain continu, est perçue et pratiquée comme une entité unique, les différentes communes sont considérées comme des sous-espaces sans propriété administrative particulière. Il est important de noter que lorsque les élèves sont directement interrogés sur la notion de métropole, ils pensent à la ville centrale de l'agglomération réunissant les aménités urbaines. La continuité urbaine semble structurante : ainsi Givors n'est pas considérée comme en faisant partie, mais à ses portes. Les élèves ruraux, pour leur part, se sentent clairement en dehors.

Dans leur ensemble, les adolescents fournissent une vision assez mécanique, de type féodal, des relations entre la ville centrale et les autres villes plus petites qui l'entourent. La ville centrale, la plus importante, organise, voire dirige, le développement des communes périphériques sous influence.

Concernant les pratiques, l'analyse montre qu'elles varient selon le lieu de résidence des adolescents. Il y a ainsi un gradient construit en cercles concentriques :

- Ceux qui habitent le centre de l'agglomération vont pratiquer le centre et peu les communes périphériques ;
- Ceux qui résident dans la périphérie proche du centre-ville vont pratiquer celui-ci, ainsi qu'une zone de proximité constituée des communes voisines ;
- Ceux qui résident dans la périphérie du Grand Lyon vont pratiquer le centre et beaucoup plus de communes aux alentours.

La différence de perception entre la métropole lyonnaise comme territoire circonscrit au centre de Lyon et l'aire métropolitaine s'explique également par le *zapping* territorial. Les pratiques de mobilité construisent en effet chez

les élèves une représentation topologique de l'espace, isolant chaque lieu pratiqué sans le replacer dans un espace plus vaste.

Ainsi, même lors de pratiques de mobilité déployées le long de l'axe métropolitain Lyon–Saint-Étienne, les élèves n'associent pas de représentations cohérentes à ce territoire large. La notion de métropole semble être exclusive au continuum urbain principal, que les coupures vertes circonscrivent. Cependant, cette limite ne les empêche pas d'intégrer spontanément Saint-Étienne dans leur espace de déplacements proches, lorsqu'ils en ont une pratique très régulière. Leur « espace de proximité » peut ainsi intégrer un lieu éloigné physiquement.

### **La métropole des adolescents : entre ville puissante, espace de consommation et menace pour la campagne**

Concernant l'engagement citoyen à l'échelle métropolitaine, il n'apparaît pas à travers des usages ou contestations particulières des adolescents. Les principaux centres d'intérêts et pratiques des adolescents restent axés autour des loisirs et de la consommation, renvoyant directement à leur représentation de la métropole lyonnaise.

Si le quartier évoque la convivialité et l'intime, la métropole évoque beaucoup plus une grande ville avec des magasins et des services. Les géosymboles utilisés renvoient aux grands équipements de consommation ou de loisirs, à la modernité (comme les tours) ou aux territoires disposant de ces équipements (Part-Dieu, Carré de Soie, Confluence). Les autres fonctions sont invisibles (emplois, transport, hippodrome, etc.). Ainsi, les représentations des élèves coïncident avec leurs pratiques de la ville : loisir, shopping, événements. Elles correspondent également à un discours dominant autour des éléments de modernité, attractivité et réputation, le vecteur de la publicité étant un des éléments importants dans la construction des représentations.

Pour la majorité des élèves interrogés, Lyon se rapproche du statut de métropole grâce à sa capacité à démontrer sa puissance en multipliant ce type d'équipements, notamment les centres commerciaux récents. C'est le mode de vie urbain que les élèves considèrent comme attractif :

*« Une métropole, c'est dynamique,  
ça regroupe toutes les activités,  
c'est centralisé, c'est attractif. »*

Le concept de métropole renvoie également à la puissance, dont les tours sont le symbole. Pour les adolescents, cette puissance est locale, c'est-à-dire qu'il existe une relation de domination de la ville la plus importante, au détriment des communes plus petites. Ainsi, Lyon, en tant que métropole, est vue comme le chef des communes avoisinantes, parfois même de Saint-Étienne. L'aire métropolitaine lyonnaise est considérée comme la zone d'influence de Lyon. C'est la vision de la ville centre avec son arrière-pays qui domine, loin de la vision métropolitaine d'interactions, d'échanges et de coopération entre les villes ;

*« La métropole, c'est quelque chose  
qui dirige, qui gère. »*

À l'inverse, une partie des adolescents considère la métropole comme une menace pour la campagne. Cette vision est particulièrement présente chez les élèves ruraux, qui se considèrent aisément comme étant sous la menace, voire sous l'agression, des territoires urbains. Le « nous » et le « eux » sont clairement définis. Pour eux aussi, la métropole n'est pas un territoire dépassant le simple cadre urbain, constitué par les interdépendances entre différents territoires urbains, périurbains et ruraux.

Pour tous les élèves, enfin, la densité est un élément déterminant du concept de métropole. Et par opposition, le milieu naturel ou agricole n'en fait pas partie :

*« La métropolisation,  
c'est l'agrandissement des villes. »*

# REPRÉSENTATIONS TERRITORIALES DES AMAPIENS\*

## QUEL(S) SENS POUR LA MÉTROPOLE LYON–SAINT-ÉTIENNE ?

\* consommateurs et producteurs d'associations  
de maintien de l'agriculture paysanne

Mathilde Cordier  
Nathalie Gourlot  
Théa Manola

**Dans la gamme des défis et questions posés par le processus de métropolisation, la recherche conduite par l'Atelier Politopie visait à mieux appréhender les représentations et imaginaires paysagers et gustatifs liés à ce grand territoire, au sein de la population mobilisée localement autour des AMAP. Avec l'hypothèse que les modes de consommation « engagés » que soutiennent les adhérents à ces associations contribuent non seulement à la mise en valeur du territoire, mais aussi à l'émergence d'une vision « métropolitaine » soutenable. Les conclusions reposent sur l'analyse du contenu des blogs et sites internet de trente-quatre AMAP de la région et sur des entretiens non directifs menés en 2012 et 2013 auprès d'une trentaine « d'amapiens », consommateurs et producteurs adhérent à dix AMAP différentes.<sup>12</sup>**

### Le paysage métropolitain : entre expérience sensible et représentation sociale

Dès le départ, et selon nos positionnements théoriques, nous avons considéré les représentations du territoire comme étant indissociables de l'expérience sensible. Notre entrée par les paysages gustatifs est le signe de cette considération – le paysage étant, selon nous, à la fois issu d'une expérience sensible et d'une représentation sociale.

Nos méthodes d'investigation ont alors été structurées sur la base de ce postulat. L'analyse des blogs, les entretiens et surtout les cartes mentales sont, pour nous, différents moyens d'expressions du sensible, pour aborder les représentations et *a fortiori* les représentations du territoire comme, entre autre, expérience sensible.

Selon l'analyse du *corpus* recueilli dans le cadre de l'analyse des blogs, il ressort que la représentation du territoire passe, dans le cas des amapiens, par l'acte de manger, et plus largement par tout ce qui le concerne. Ainsi, les représentations territoriales rencontrées font référence tout aussi bien aux terres agricoles, aux terroirs, aux producteurs, aux produits, mais aussi aux partages qui leur sont relatifs (moments collectifs d'expériences culinaires, rencontres interpersonnelles, engagements politiques...).

Plus en détails, comme l'analyse des discours et des productions dans le cadre des entretiens et des cartes mentales a pu le montrer, l'identité territoriale est basée sur des représentations qui renvoient de manière directe à des expériences sensibles et plus largement au registre du sensible :

- Des éléments culturels, tout autant à travers des éléments du patrimoine architectural (ex. : châteaux de Saint-Chef ou Vignieu), l'artisanat local (ex. : peinture sur soie à Bourgoin-Jallieu), que des pratiques folkloriques (ex. : fête de la pêche de vigne à Soucieu) ou encore des événements (ex. : salon Sirha) ;
- Des activités associatives, en lien avec la culture ou d'autres aspects, voire des engagements plus militants en lien avec l'environnement notamment ;
- Des éléments naturels précis en l'objet, des fleuves (ex. : Rhône) et montagnes (ex. : Pilat), mais aussi la nature cultivée, les exploitations et coopératives agricoles (ex. : Sicoly, Uniforme), et les produits phares (ex. : blettes, abricots) avec ou non AOC/AOP ;
- Les paysages ruraux, urbains... ;
- La cuisine gastronomique et les mets des terroirs (ex. vins, charcuterie, fromages), rattachés pour partie aux bouchons lyonnais, mais aussi à des grands chefs cuisiniers et à une cuisine plus quotidienne. Ici, les goûts se révèlent bel et bien comme un des vecteurs forts de ce qui constitue l'identité locale et fait « sens commun » sur le territoire des amapiens rencontrés. Plus en détails, les goûts associés à ce territoire sont ceux des vins (ex. : côte-rôtie, beaujolais), des fruits (ex. : pêches, framboises), des fromages (ex. : rigotte-de-Condrieu), des produits laitiers (ex. : crème, beurre), des viandes et autres cochonnailles. Toutefois, si plats typiques, gastronomie reconnue et habitudes locales il existe, il ne faudrait pas s'y méprendre : les pratiques quotidiennes sont bien différentes... quoique les paysages quotidiens renvoient largement aux spécificités locales et participent grandement à l'identité territoriale des habitants-amapiens.

<sup>12</sup> On trouvera l'ensemble des résultats de la recherche dans le rapport téléchargeable sur le site <http://prtra.hypotheses.org/231>

### Un territoire métropolitain multiple, aux frontières ouvertes et changeantes

Selon les amapiens rencontrés, le territoire se définit comme une aire géographique renseignée par des éléments culturels, sociaux, politiques et qui a des contours flous : « *Cela peut être plus ou moins grand dans l'espace.* »

Il est structuré autour des pratiques quotidiennes et des déplacements, des géographies de réseaux (notamment sociaux et professionnels, mais aussi liens avec d'autres territoires) et renvoie à des échelles d'attachement de référence comme la maison, le quartier ou encore la terre ou le terroir. Le territoire correspond alors à un milieu de vie : « *Un milieu de vie. De ma maison jusqu'à mon lieu de travail ici, sauf que ma maison est dans la Bresse et mon travail ici à Lyon. Mon territoire est aussi mon train, ce sont les gares, c'est le bassin de vie autour de mon village et là où je vais pour voir des amis. Donc mon territoire est à échelle variable.* »

Cependant, le milieu de vie n'est pas seulement celui des géographies quotidiennes : il renvoie aussi à des liens abstraits et des représentations plus larges, positionnant le territoire d'étude au sein d'un réseau de territoires qui font, au final, aussi partie du territoire lui-même. Ces territoires de vie font état des lieux jugés importants pour chaque individu : son lieu d'enfance, son lieu d'habitation, son lieu de travail, ses lieux pratiqués, mais aussi d'autres territoires qui font sens pour lui-même.

Les divers territoires de vie individuels qui font « sens », mis en cartographie ont révélé deux éléments :

- En premier lieu : la multiplicité des tailles de territoire de vie selon les amapiens ; les producteurs se révélant comme ceux dont les références restent exclusives à la région Rhône-Alpes, alors que les consommateurs ont pu évoquer leurs liens avec d'autres régions et pays, soit pour des motifs professionnels, soit pour des attaches sociales fortes (famille notamment) ;
- D'autre part, Lyon fait figure de centralité, bien avant Saint-Étienne, quoiqu'une étude plus approfondie et avec un échantillon d'individus plus importants et habitant plus proche de Saint-Étienne permettrait de mettre davantage à l'épreuve ce constat.

Ainsi, le territoire métropolitain, quoique central dans les discours des uns et des autres (étant partiellement et au moins leur lieu de résidence), ne semble pas être unique ; il est multiple, se compose et se décompose en fonction des pratiques, des rencontres, des expériences sensibles. Les frontières sont ouvertes et changeantes. En cela, la métropole, comme tout territoire, est somme toute aussi le fruit du vécu, des représentations, du sensible...

Cependant, les éléments identitaires abordés plus haut – représentations territoriales et sensibles – semblent faire consensus et se retrouvent dans les discours comme des dénominateurs communs d'un territoire/terroir partagé. Il serait alors à penser que, d'une certaine manière, la forme métropolitaine aurait un sens pour ses habitants... au moins d'un point de vue territorial (plus que du point de vue de la terminologie et des représentations portées au vocable de « métropole »).

### Les amapiens, des acteurs qui donnent du sens à leur territoire de vie

Avant d'essayer d'apporter des éléments sur la construction d'une « citoyenneté » par l'agir, nous souhaitons faire un préambule sur les « habitants et usagers ». Il nous semble important de noter que, selon nous, les habitants et usagers sont de fait des acteurs. Par leurs expériences sensibles, ils portent une vision du territoire au même titre que ses autres acteurs. L'engagement corporel de par l'expérience sensible est à une infime distance séparé d'un engagement politique à proprement parler... Ils sont de fait des acteurs du territoire : ce sont eux qui façonnent, par leurs pratiques et leurs modes de vie, le territoire en question, qui construisent et déconstruisent ses frontières... Ils sont de fait des acteurs, tout simplement parce que ce sont eux qui donnent un sens à ce territoire ! Ce sens est à la fois sensible, esthétique, éthique et politique.

Par l'appartenance à une AMAP, par la réflexion sur la consommation (quelque soit son degré), par l'engagement politique qui en résulte, il y a une conscientisation de la capacité d'action de chaque personne. En effet,

par un acte « simple », vital, pour ne pas dire un besoin « animal », celui de manger, les amapiens développent une conscience, une réflexion et un engagement politiques. Ils ne sont plus de simples consommateurs, mais des « consommacteurs ».

Ils portent directement ou indirectement un discours et une vision en opposition avec la société de grande consommation, capitaliste... C'est pourquoi, l'action amapienne peut « déborder » des cadres de la consommation réfléchie – consommation –, pour devenir mode de vie, engagement politique et contestation.

Pour les amapiens, le territoire s'apparente à un territoire en chantier, qui souffre d'un système dominant. D'où la nécessité d'en prendre conscience et d'agir... en favorisant l'adoption de gestes pro-environnementaux, tout d'abord au sein de la « micro-société » qu'est l'AMAP (où sont encouragées des pratiques telles que le co-voiturage, l'usage du vélo, les économies d'eau ou d'emballage, l'adoption de certains procédés d'habitat...); mais aussi dans son quartier, près de chez soi, dans sa ville, sa région et plus largement. Les amapiens accordent de l'importance au fait de s'informer, d'informer et de s'engager : en faisant circuler des informations ; en participant à des projections, débats... ; en promouvant le système des AMAP (presse, événements...); en favorisant d'autres initiatives associatives ; en incitant à la signature de pétitions...

Ainsi par exemple, les territoires de demain se doivent, selon les amapiens, d'être le fruit d'une vision politique véritable prenant la mesure des bonnes et moins bonnes initiatives du passé afin de faire face aux changements de la société (et notamment la transition énergétique). Pour penser nos modes de vie futurs, différentes pistes (et valeurs liées) ont été évoquées, telles que :

- Une politique de transports écologiques ;
- Une alimentation plus locale, faisant valoir les AMAP comme modèle ;
- Une consommation plus raisonnée et centrée davantage sur l'importance de l'être plutôt que de l'avoir ;

- Une ville synonyme de solidarité, respect, et échanges... faisant valoir le tissu associatif, la culture et de nouvelles manières de concevoir l'urbain pour mieux vivre ensemble ;
- La nature plus présente en ville, pour aller vers une « ville verte » ou « ville nature », entremêlant plus intimement l'espace de vie citadine aux éléments naturels, seule composante à même d'éveiller (réveiller ?) notre sentiment d'existence.

# SYNTHÈSE : LA MÉTROPOLE EN DÉBAT

Catherine Foret  
Sociologue et géographe  
Secrétariat scientifique du programme

# 3

## QUELS MOTS POUR DIRE LES CHOSES ?

**«Il faut prendre les choses comme elles sont, car on ne fait pas de politique autrement que sur des réalités»,** expliquait De Gaulle en 1965. Et pour paraphraser le général, qui parlait alors de l'Europe en construction, on pourrait dire que l'on peut tant qu'on veut «sauter sur sa chaise comme un cabri» en disant «**métropole, métropole, métropole!**» : «**Cela n'aboutit à rien. Et cela ne signifie rien.**» Mais alors, comment dépasser la dimension proclamatoire du fait métropolitain, dans cette région comme dans d'autres ? Au-delà de la naissance officielle d'une nouvelle collectivité, comment donner du sens à ce qui reste à construire ? Sur quelles «réalités» faut-il se baser pour nourrir la formation d'un éventuel corps politique correspondant à cette nouvelle entité ?

Le travail mené pendant ces quatre années avec les chercheurs mobilisés au sein du PRT en Rhône-Alpes, les partenaires du programme et tous ceux qui ont participé aux séminaires d'échanges, visait à cela : aller voir, derrière les discours qui proclament l'ambition métropolitaine de toute une région, «**les choses telles qu'elles sont**». Enquêter sur ce que vivent, disent, perçoivent des gens ordinaires à propos de cette dynamique désignée dans les sphères de l'action publique par ces mots fétichisés («**métropole**», «**métropolisation**»), censés faire advenir une certaine réalité sociale et politique.

«Les mots «métropole», «métropolisation», «métropolitain»... ne sont pas des mots «indigènes». Les recherches montrent qu'ils ne sont pas employés spontanément par les personnes interrogées.»<sup>13</sup>

Hélène Hatzfeld

Ministère de la Culture et de la Communication

Les chercheurs mobilisés dans le cadre du PRTRA se sont d'abord intéressés à la manière dont étaient reçues les idées de métropole et de métropolisation. Largement entrées dans le vocabulaire courant des urbanistes, des aménageurs et des responsables politiques, ces notions font-elle sens dans la population ? Quelles réactions déclenchent-elles, à quels imaginaires renvoient-elles, lorsqu'elles sont proposées à la réflexion individuelle ou collective ?

### Écarts de langages

Dans son ouvrage *Les mots sans les choses*<sup>14</sup>, Éric Chauvier estime que si les gens ne parviennent pas toujours à comprendre le monde dans lequel ils vivent, ce n'est pas tant à cause d'un manque de maîtrise du langage scientifique ou technocratique, c'est au contraire à cause d'un abus de ce langage. L'hypothèse est hardie, mais on l'a prise au sérieux dans ce programme. Car de fait, à défaut d'avoir le même sens pour tout le monde, les mots ont du poids : ils pèsent sur nos représentations du monde et l'idée que nous nous faisons de nous-mêmes. On s'est donc interrogé sur la manière dont les personnes enquêtées se désignaient elles-mêmes, en tant qu'individus ou à titre collectif ; sur les termes qu'elles employaient pour parler de leur espace de vie quotidienne. On a souligné la polysémie des vocables «métropole», «métropolitain», «territoire»... Et l'on s'est demandé si ces termes savants disaient quelque chose de la quotidienneté des habitants et usagers du territoire concerné ; s'ils ne fonctionnaient pas comme des *signifiants vides*, qui iraient parfois jusqu'à masquer l'expérience vécue par les uns et les autres.

Premier constat : le vocabulaire qui permet de désigner le processus d'urbanisation du grand territoire en question, dans les mondes techniques, scientifiques et politiques, n'est pas du tout utilisé par les usagers de ce même territoire. Et ce n'est sans doute pas l'imposition du terme *Métropole de Lyon* qui changera quelque chose à cet état de fait. Il n'est pour s'en convaincre que de penser aux appellations *Grand Lyon* ou *Saint-Étienne métropole*, qui, en dépit de leur ancienneté, ne sont toujours pas

<sup>13</sup> L'ensemble des citations de cette synthèse est issue de la journée d'échanges *Un territoire métropolitain en chantier : pratiques et représentations à l'œuvre dans la région Lyon-Saint-Étienne*, qui s'est tenue le 7 novembre 2014 au CAUE du Rhône.

<sup>14</sup> Éditions Allia, 2014.

appropriées par les résidents de ces deux agglomérations. Face à ce langage, qui conserve son caractère technocratique, les habitants de la région imposent le leur, ont expliqué les chercheurs. Pour dire leur expérience urbaine ou leur rapport à leur environnement, ils usent de termes qui leur sont plus familiers (« quartier », « ville », « région... »); ou alors de noms propres : Gerland, la Part-Dieu, Châteaueux, Vallée du Gier, Plaine de l'Ain, etc. Cela ne veut pas dire que cela ne peut pas évoluer, a expliqué André Bruston. D'autres recherches ont ainsi montré que les habitants de telle ville nouvelle pratiquaient deux langages, selon les circonstances : « *Celui des usagers quotidiens de la ville, de l'habitat, des transports..., et celui des aménageurs, qu'ils se sentaient le droit de parler parce qu'ils l'avaient appris. Ils savaient qu'il existait plusieurs langues possibles pour parler des différentes strates de la réalité à laquelle ils étaient confrontés.* » Une faculté qui suppose l'acquisition d'un certain nombre de savoirs, utiles pour se mouvoir dans différents niveaux de réalité, différentes « grandeurs ».

« Les représentations de la réalité changent lorsqu'on en a une "co-naissance", lorsqu'on les connaît de l'intérieur, à titre corporel, personnel, par l'expérience, etc. On ne peut pas échapper à cette multiplicité de visions : ce n'est pas la même chose que d'avoir des représentations informées ou non informées ; dans le premier cas, on a acquis des savoirs qui permettront de parler des langages différents. »

**André Bruston**  
Sociologue-urbaniste

### Le sentiment d'une menace

Les chercheurs ont ensuite tenté de comprendre ce que ces termes abstraits (« métropole », « métropolisation ») évoquaient pour les publics auxquels ils s'intéressaient. Ce qui en ressort est une impression plutôt négative. Qu'elle soit perçue comme équivalent de la ville dense

ou comme phénomène d'étalement urbain, la métropolisation suscite plus souvent de la crainte ou de l'anxiété qu'une adhésion ou un enthousiasme partagés. Les réactions vont de l'incompréhension ou de la négation du phénomène, jusqu'au sentiment de menace ou à la franche hostilité.

Du côté des lycéens, qui dans l'ensemble identifient la métropole à « *la grande ville* », manifestée par une architecture de la densité, des lieux de pouvoir et d'attraction commerciale, on a vu surgir des mots signifiant souvent l'inquiétude ou le sentiment d'exclusion – notamment chez les élèves résidant en banlieue ou en zones péri-urbaines. Même s'ils sont attirés par les « feux de la rampe » qui brillent en centre ville, nombreux sont ceux qui ont évoqué le stress associé à la foule urbaine et à son mouvement incessant. Chez certains d'entre eux, issus de monde rural, le développement de la métropole est en outre associé au processus de grignotage des terres agricoles, et donc vécu comme une agression. Il en est de même au sein de la population engagée dans les AMAP : la méfiance domine quant à l'urbanisation généralisée à laquelle renvoie l'idée de métropolisation. Celle-ci risque en effet de gommer tous les éléments symboliques qui font sens pour eux : proximité de la nature, qualité des paysages, possibilités de maintenir une relative autonomie alimentaire, richesse des relations entre producteurs et consommateurs. Au nom des valeurs qu'ils défendent,

« Les gens nous ont souvent dit : "Lyon n'est pas une métropole ; Paris, New York sont des métropoles". Ils ont conscience d'être dans une région attractive, qui a une dimension nationale, voire européenne ; ils évoquent la diversité et la richesse du territoire qui est le leur, notamment en termes culturels ; mais la difficulté est grande pour eux d'accepter l'idée de vivre dans une "métropole". »

**Théa Manola**  
Atelier de recherche Politopie

ils en appellent donc à des politiques de contention de la ville et à une gestion plus équilibrée entre espaces habités et espaces agricoles.

Bien qu'atténuée, on retrouve un peu la même attitude chez les adeptes des arts numériques : tout en profitant des avantages de la grande ville, ils affichent une attitude critique vis-à-vis du type de développement urbain qu'incarne la métropolisation : la « *scène du libre* » qu'ils construisent, à travers la montée en puissance des mouvements dits *Open Source* et *hacker*, n'est pas en phase avec les politiques d'aménagement actuelles, qui font disparaître les quartiers centraux « *accessibles* », ceux où ils pouvaient se loger, implanter leurs lieux de création et de rencontre. Quant aux collectifs suivis par le GRAC et aux publics qu'ils drainent, ils font partie de cette frange de la population entrée en résistance contre une certaine conception de la ville internationale. « *La métropolisation est pour eux le nom d'une adversité ou d'une hostilité, voire d'une déprise sur l'environnement sensible* » auquel ils tiennent, explique Rémi Eliçabe. Pour eux, l'oppression « métropolitaine » se traduit très concrètement dans un certain type de paysage, qui aligne le même type d'espaces publics et d'architectures partout dans le monde. Il s'agit alors de lutter pour faire exister, contre ce système dominant, des dispositifs, des lieux, des formes capables de rendre sa spécificité et son hospitalité à la ville telle qu'ils la désirent.

Bien sûr, ces tendances ne sauraient être étendues sans précaution à l'ensemble de la population : elles sont issues d'enquêtes qui constituent autant de « *coups de sonde* » dans le monde social complexe qui s'édifie dans toute cette grande région urbaine. Pour autant, elles ne sont pas très éloignées des résultats d'autres investigations, qui ont également souligné l'incompréhension ou les réticences de diverses fractions de la population à l'égard du phénomène métropolitain à l'œuvre. Des rapports et articles récents ont ainsi indiqué que celui-ci serait vécu comme une dynamique « *anxiogène* » pour les

agents des collectivités locales ; qui suscite de la crainte, voire « *la peur d'une vampirisation territoriale* » chez les élus des communes rurales ; le sentiment de quelque chose qui se fait « *dans le dos de la communauté politique et citoyenne lyonnaise* » ; ou encore « *une grande perplexité* » chez les « *vrais gens* »<sup>15</sup>. On aurait donc tort de considérer que ces approches, pour qualitatives qu'elles soient, ne disent pas, mises bout à bout, une part du réel à prendre en considération.

<sup>15</sup> Extraits de l'étude *Pratiques et représentations des habitants de l'aire métropolitaine*, impulsée par la RUL et accompagnée par l'Agence d'urbanisme, conduite en 2013 par des étudiants des masters *Altervilles et Développement durable des territoires*, de l'Université de Lyon ; et des articles de Stéphanie Pichon,

Brice Dury, Charlotte Delomier et Fanny Herbert, figurant dans l'ouvrage *La future métropole vue par cinquante contributeurs*, édité en 2014 par la Direction de la prospective et du dialogue public du Grand Lyon. Disponible sur : [www.millenaire3.com/La-future-metropole-vue-par-50-contributeurs.122+M5b42d576efd.0.html](http://www.millenaire3.com/La-future-metropole-vue-par-50-contributeurs.122+M5b42d576efd.0.html)

# L'EXPÉRIENCE MÉTROPOLITAINE : DES PRATIQUES ET DES RÉSEAUX SANS LIMITES QUI SE DÉPLOIENT À PARTIR DE LIEUX HABITÉS

**Un autre aspect des recherches conduites par les quatre équipes du PRTRA concernait le rapport à l'espace. Comment se dessine concrètement le « territoire métropolitain » du point de vue des membres des AMAP, par exemple ? Ou pour les lycéens ? Ce qu'en disent les personnes permet-il de circonscrire un espace précis, ponctué de repères plus ou moins familiaux ? Et que font les uns et les autres aux différentes échelles mises en jeu par la métropolisation ?**

## Un territoire à géométrie variable : à chaque monde social, son espace « métropolitain »

Premier point sur lequel tous les participants se sont entendus : on ne peut pas parler d'UNE géographie métropolitaine. Ce sont plutôt DES géographies que font ressortir les pratiques observées et les discours recueillis par les chercheurs. Loin d'être univoque, le vaste espace qui fait référence, au sein duquel se déploie l'expérience quotidienne des personnes rencontrées, apparaît plutôt comme la somme de territoires plus ou moins vastes, qui s'étendent vers l'ouest, l'est, le nord ou le sud, avec pour seul noyau commun la centralité lyonnaise. Cette vision est en partie l'effet du type de recherches menées, qui sont entrées dans l'approche du fait métropolitain par des publics spécifiques, ou plutôt par des « mondes » ou encore des « milieux » – « chaque milieu dessinant un espace », ainsi que l'a fait remarquer André Bruston. Mais le fait est intéressant en soi : tout laisse penser en effet que la conduite d'autres investigations, au sein d'autres

« Le fait d'être parti du milieu des arts numériques fait apparaître une polarisation autour de Lyon ; alors que si l'on était parti du numérique tout court, en tant que technologie diffusante (qui irrigue le design, le mouvement des *fab labs*, etc.), on verrait se dessiner un autre espace, montrant sans doute davantage de croisements entre Lyon et Saint-Étienne. »

Corinne Hooge  
Métropole de Lyon

milieux, permettrait de dessiner encore autrement le territoire affecté par la métropolisation. Le phénomène métropolitain se caractérisant alors par la densité des croisements entre ces différentes géographies de pratiques.

Il apparaît également que ce territoire à la fois pratiqué et perçu n'est pas enfermé dans des limites précises, qui feraient sens pour tous. Ce que révèlent en effet les analyses des chercheurs, c'est que les frontières de ces mondes sociaux qui constituent la grande ville sont poreuses et mouvantes ; que chacun de ces mondes fonctionne lui-même, comme l'a souligné Pierre Bernard, sur des échelles très hétérogènes ; et que les espaces ainsi affectés ou configurés par les pratiques varient en fonction de la temporalité, des âges de la vie, des temps de la journée ou de l'année.

Cette labilité n'est pas due à la seule faiblesse de l'image institutionnelle de la métropole en formation. Elle doit plutôt être comprise comme la manifestation de ce que deviennent nos sociétés contemporaines : des « sociétés d'individus » dans lesquelles le vivre ensemble se joue de manière bien plus souple qu'autrefois ; où l'on ne renonce pas au collectif, mais où celui-ci se trouve sans cesse réinventé, selon des modes affinitaires plutôt qu'en fonction d'appartenances héritées et intangibles (appartenances à la famille, à l'entreprise, à un terroir ou à la patrie...) <sup>16</sup>. Des sociétés fondamentalement mobiles, au sein desquelles les individus que nous sommes font avec des identités multiples et choisissent d'être « partout à la fois » (physiquement et mentalement), refusant de plus en plus l'enfermement dans des limites imposées.

## Des centralités qui échappent à l'aménagement

Dans cet espace indéfini que constitue le territoire des pratiques métropolitaines, la lisibilité de la centralité lyonnaise est confirmée. Mais elle est complétée ou soutenue, si l'on peut dire, par des centralités secondaires, qui fonctionnent comme autant de points d'articulation ou de recouvrement des pratiques des uns et des autres : des espaces-temps constitués à partir d'événements

<sup>16</sup> Sur ce point, voir notamment Jacques Ion, *S'engager dans une société d'individus*, Armand Colin, 2012.

culturels, de rencontres sportives ou professionnelles, de lieux de convivialité, de loisirs ou de consommation. Tel bar, telle fête, tel *fab lab*, tel centre commercial... fonctionnent comme attracteurs de publics qui, bien que résidant dans des secteurs fort éloignés – par choix ou par obligation – vont se croiser, expérimenter un temps de co-présence ou de partage, et ainsi se reconnaître comme faisant partie de ce même monde que la métropole en chantier rend possible.

Autant de pistes qui confirment l'importance d'une politique des espaces publics et d'une offre de transports en commun capable de soutenir ce que ni l'offre résidentielle, ni le développement économique, ni l'aménagement sur le mode du zonage ne peuvent créer : la *mise en vie* de la complexité sociétale et culturelle caractéristique des grands territoires urbains. À défaut, celle-ci peut vite se traduire en effet par des formes de « *clubbisation* » bien mises en évidence par certains chercheurs<sup>17</sup>.

« La métropolisation est construite par des phénomènes co-occurents. Elle n'est pas seulement centripète, pas seulement centrifuge... Il y a de la centration et de la dispersion, du télescopage et du débordement. Le processus n'étant pas pour autant incohérent, illisible. »

Laurent Devisme

École nationale supérieure d'architecture de Nantes

### La persistance d'attachements situés

Troisième point important mis en lumière par les recherches du PRTRA : alors que la métropolisation est souvent pensée et décrite comme un phénomène engendrant – autant qu'engendré par – la multiplication et l'accélération des flux, on a vu clairement surgir de ces investigations la force des ancrages locaux. Cela a été dit de diverses manières, mais l'impression générale est bien celle de modes de vie qui n'abandonnent pas les pratiques de proximité et les références à la localité. Vivre dans une grande région urbaine comme celle

de Lyon–Saint-Étienne ne signifie pas, pour la grande majorité des personnes interrogées, adopter un mode de vie déterritorialisé, dans lequel le lien à l'espace proche et concret n'aurait plus de sens. Au contraire, l'idée d'agir localement semble valorisée. Le développement des circuits courts de consommation autour des AMAP, tout autant que les pratiques sociales des « *travailleurs du code* » ou les logiques d'implantation des acteurs « *contre-culturels* » suivis par le GRAC, manifestent cette volonté de tisser des liens de proximité et de prendre en compte ce qui nous entoure immédiatement. Cet « *attachement fort au local* » était également l'une des conclusions de l'enquête menée en 2013 par des étudiants des masters *Altervilles* et *Développement durable des territoires* (Université de Lyon), sur les pratiques et représentations des habitants de l'aire métropolitaine.

« On a l'impression que cette notion de métropolisation relocalise des choses, et qu'en même temps, elle les fait exister dans un univers plus large. Comme un jeu entre le nous et l'ailleurs... »

Nicolas Fieulaine

Université de Lyon

Et ce désir d'ancrage n'est pas seulement spatial : il mobilise aussi des références au temps long de la vie sociale. Ainsi, au même titre que les travaux du premier Programme de recherches territorialisées sur le rôle des productions mémorielles dans la ville, les recherches ici conduites ont noté combien le territoire vécu, ressenti, n'était pas donné d'emblée : il se constitue à travers un lien revendiqué au temps qui passe, à un souci de s'inscrire dans un *déjà là*. L'engouement actuel pour le patrimoine, le choix de nombreux collectifs artistiques d'investir des friches industrielles ou, dans un autre genre, toutes les tentatives pour faire renaître dans le périurbain les traditions et rites villageois, sont autant de signes du besoin des citoyens d'aujourd'hui de donner du sens à leur lieu de vie, en réactivant une certaine histoire sociale.

<sup>17</sup> Voir les travaux d'Éric Charmes, en particulier son ouvrage *La ville émiétée*, Presses Universitaires de France, 2011.

### Combiner plusieurs échelles

Ceci dit, comme les débats l'ont montré, il serait réducteur de penser ce rapport au territoire en termes d'opposition entre local et global. Il n'y a pas dualité mais combinaison, co-occurrence entre des logiques de petite portée et d'autres, de grande portée. On est Stéphanois, ou Lyonnais – ou plutôt, de tel quartier ou de telle banlieue – se sentant relié à l'histoire des mineurs, à celle des Canuts ou aux terroirs de la région, tout en développant des liens avec des collectifs et des réseaux à l'autre bout du monde. De même, les expériences des lycéens combinent plusieurs échelles, avec de plus en plus de facilité au fur et à mesure qu'ils avancent en âge. Leur très fort attachement à l'espace du quartier n'est pas contradictoire avec le fait qu'ils naviguent volontiers dans toute la région, à l'occasion de visites familiales, de rencontres sportives ou de sorties amicales. « *On ne constate pas de repli sur le micro-local* », ont bien précisé Maël Meralli-Ballou et Josselin Bernède.

« C'est l'activité des collectifs se déplaçant de manière très fluide d'une échelle à l'autre qui produit la continuité de l'expérience métropolitaine. »

Rémi Eliçabe

Groupe Recherche Action

« *Le territoire de référence est structuré par des pratiques et des réseaux ouverts, qui se déploient autour de lieux : maison, quartier ou terroir* », ont expliqué de leur côté Théa Manola et Nathalie Gourlot. Et Rémi Eliçabe de noter que le plus juste, pour ne pas tomber dans l'opposition inadéquate local/global, est de parler d'engagements « *situés* » : « *l'action des collectifs est située, et c'est à partir de cet ancrage qu'elle acquiert une amplitude géographique et historique.* » L'expérience métropolitaine peut alors se concevoir sur un mode quasi éthologique, selon Amandine Guibert : « *Elle se déploie à partir des multiples lieux où nous sommes investis, qui nous affectent et que nous affectons.* » Ainsi, l'enjeu d'être présents en centre-ville, pour les collectifs Grrrnd Zero et Avataria, est-il à

mettre en relation avec leur volonté d'être accessibles au plus grand nombre. S'ils font volontiers venir des artistes connus internationalement, l'échelle d'attraction des événements qu'ils organisent est celle de *l'habiter*, autrement dit d'un espace facilement joignable en voiture ou en transports en commun.

Autant d'analyses qui rejoignent celles d'autres sociologues et géographes spécialistes de la ville contemporaine, qui nous invitent à considérer que l'ancrage peut être « *non pas l'opposé, mais l'autre face de la culture de la mobilité.* »<sup>18</sup>

« Le local, c'est de l'universel à une autre échelle. »

Laurent Devisme

École nationale supérieure d'architecture de Nantes

On comprend mieux, à cette aune, bien des luttes ou des conflits qui surgissent dans nos villes pour maintenir des lieux de convivialité, installer des jardins de proximité, préserver ou revitaliser des traces du patrimoine matériel ou immatériel. À travers ces engagements, ces « *liens aux lieux* », les habitants ne font pas que défendre leur petit pré carré, dans une logique de repli « *communautaire* ». Ils produisent de nouvelles formes urbaines, organisent autrement le paysage métropolitain. Ils ménagent, autrement dit, à l'intérieur des structures existantes, les conditions de la vie urbaine dans le monde d'aujourd'hui. Ce faisant, ils contribuent à édifier « leur » ville : une ville qui ne se confondrait pas avec toutes les autres métropoles mondiales, et où l'on ne serait pas réduit à l'anonymat des flux de passants. Pour les chercheurs, cela veut dire qu'il faut mobiliser, pour décrire l'espace des pratiques, aussi bien une « *sociologie des attachements* » qu'une pensée de la mobilité. Et l'on pourrait en dire autant en ce qui concerne les décideurs et les aménageurs : pour organiser et produire ce qui pourrait faire Cité à l'échelle métropolitaine, ils ont à tenir ensemble ces deux dimensions, à penser l'articulation du local et du global (autrement dit : des territorialités ouvertes sur le monde), afin que « *les flux ne l'emportent pas sur les lieux.* »<sup>19</sup>

18 Jean Rémy, cité par Éric Charmes in : *Les périurbains sont-ils anti-urbains ?*, Annales de la recherche urbaine n° 102, juillet 2007.

19 Voir à ce sujet les travaux de Jean-Marc Offner, qui invite à ne plus confondre le proche et le local. Cf. notamment : *Réinventer les proximités dans la ville durable*, conférence, Grand Prix de l'urbanisme, Cité de l'architecture et du patrimoine, décembre 2008.

# ÊTRE ACTEUR DE LA VILLE EN DEVENIR

**Si la «métropole» telle qu'elle est annoncée suscite des résistances, si la manière dont elle est édifée par les décideurs et techniciens en charge de son aménagement fait l'objet de davantage de crainte que d'adhésion, faut-il en conclure que les publics auxquels on s'est intéressé dans ce programme seraient «anti-urbains»? Qu'ils rejetteraient par principe les valeurs attachées traditionnellement à la ville : accessibilité, ouverture à l'altérité, goût pour la vie publique et la liberté? Ce serait faire un contresens, ont expliqué les chercheurs. Car ces publics critiques ne se situent pas dans une position d'antagonisme radical par rapport à l'urbanisation telle qu'elle va. Ils savent en apprécier certains avantages. Mais à travers les valeurs qu'ils mettent en avant autant que par leurs engagements concrets, ils défendent l'idée d'une autre ville possible. Ils mettent la métropolisation en débat, autrement dit, plus qu'ils ne la rejettent.**

## Contre l'artificialité urbaine, pour une ville sensible

Tout en témoigne, dans ces travaux : la ville désirée doit laisser une large place au sensible – si l'on entend par là, au plus simple, «ce qui est perceptible par les sens», tous les sens. À une vision rationnelle de l'aménagement métropolitain, qui série et sépare les lieux de vie, mettant «chacun à sa place» selon un ordre bien défini, les usagers et habitants interrogés opposent subtilement, mais fermement, une conception de la vie en ville qui passe par l'affectif, le perceptif et l'engagement physique. C'est par les corps, en effet, à travers les émotions ressenties : le lien à la nature, le plaisir d'être ensemble ou l'intensité des relations nouées sur le territoire, que se construit pour la majorité d'entre eux le rapport à un territoire *habité* ; par les expériences vécues dans l'espace public, dans les transports ou sur tel ou tel lieu de rencontre, qu'ils donnent sens à ce territoire, qu'ils le font leur.

Ce sont souvent ces dimensions sensibles qui orientent leurs pratiques (si l'on exclut les déplacements imposés par le travail). Les occasions que les uns et les autres

ont de parcourir l'espace métropolitain sont en effet guidées par des activités qui les engagent émotionnellement : il s'agit de se retrouver entre amis, d'aller voir de la famille, de profiter de tel parc naturel, de créer en commun, de faire du sport ou d'assister à un concert... Et c'est aussi par le sensible, par la «présence», que s'éprouve manifestement le sentiment d'appartenance à un environnement vécu comme un «chez soi» familier, maîtrisé. D'où les termes de «géographie affective», de «géographie des alliances», de «territoires existentiels» employés par les chercheurs pour dire le rapport de ces publics à l'espace métropolitain. Celui-ci est d'autant mieux perçu qu'il se trouve balisé, en quelque sorte, par des «micro-lieux» où l'on a des souvenirs, des racines (héritées ou reconstruites) ; où s'organisent les rencontres régulières avec ceux dont on est proche ou dont on partage les valeurs ; où s'ancrent les pratiques artistiques ou militantes que l'on revendique. Des lieux où a pu se développer une «sédimentation d'expériences», physiques autant que sociales.

«Un territoire métropolitain, ça se mange ! En tant que praticiens mobilisés sur la grande échelle, nous avons l'intuition que l'image mentale de cette région urbaine se construisait sur des expériences sensibles et sur des relations interpersonnelles, plutôt qu'à partir de discours institutionnels : ces recherches nous en apportent confirmation.»

Anne Dubromel  
Région Urbaine de Lyon

Le lien sensible au territoire se révèle aussi dans ce qui fait repère, ou symbole d'une «identité métropolitaine» en formation. Que ce soient des lieux évocateurs du patrimoine historique auxquels on tient, que l'on réinvestit ou que l'on défend contre une éventuelle destruction ou banalisation ; des éléments de l'environnement naturel et des paysages, dont la remarquable diversité est citée

comme une richesse spécifique à cette région urbaine ; des références aux produits agricoles et à la gastronomie locale ; des événements festifs ou culturels..., tous ces éléments sont souvent parlés en termes de composantes sensorielles : vues (des tours, des collines au loin...), odeurs (de la Vallée de la chimie, des fleuves...), goûts (des repas partagés, des spécialités locales), sons (bruits de la ville, ou des tracteurs dans le périurbain...).

### Ralentir, pour mieux partager les usages

On note également que le rapport à cet espace métropolitain est fortement structuré par des engagements collectifs : c'est très clair chez les adhérents des AMAP, porteurs de valeurs de solidarité, de respect de l'environnement, de sobriété... ; mais cela transparait aussi chez les acteurs de la scène des arts numériques, qui promeuvent une vision du monde se référant à l'*Open Source* et aux valeurs qui fondent ce nouvel esprit du temps. C'est aussi le cas chez les membres des collectifs Avataria et Grrnd Zero, qui s'emploient tout autant à organiser des concerts de musiques actuelles qu'à inventer des modes d'être ensemble alternatifs. On pourrait même en dire autant des lycéens, dont les pratiques urbaines, sportives ou de loisirs, sont presque toujours collectives. La métropole en formation, autrement dit, n'est pas un monde de l'anonymat et du simple passage. C'est un monde qui suscite des adhésions et des engagements, des postures qui impliquent l'individu dans sa part la plus intime.

« Faire œuvre de métropole, pour les acteurs des arts numériques, c'est être capable de se rencontrer collectivement. »

Charles Ambrosino  
Unité mixte de recherche PACTE

Avec cette valorisation du collectif (contre le prétendu individualisme auquel nous contraindrait la grande ville), va fréquemment l'idée de ralentissement. Il s'agit en effet de *ralentir*, voire de suspendre pour un temps les flux de circulation imposés par la métropolisation, pour « occuper

*une place et en retrouver un usage qui soit véritablement public : parler, créer des échanges conviviaux, partager un moment avec des proches ou des inconnus.* » Ainsi, comme pour contrer « l'effet tunnel » des équipements de transports, qui accélèrent les déplacements mais ne permettent pas d'appréhender le territoire traversé dans sa profondeur et sa sensorialité, les personnes interrogées disent leur volonté de s'inscrire dans une temporalité longue, ou lente, de la ville. Pour certains, cela se traduit par le besoin de nature et d'un rapport au temps différent : celui qui va avec le fait de faire son marché, de discuter avec des producteurs, de participer à des journées de ramassage collectif de fruits chez les producteurs des communes périurbaines ; pour d'autres, par la volonté de construire la ville de demain sur celle dont on hérite ; pour d'autres encore, par le plaisir de farnier dans les espaces publics ou de privilégier les modes de transports « doux ». Même si elle n'est pas le fait de la majorité de la population urbaine, contrainte le plus souvent à des rythmes effrénés, cette tendance paraît significative : le succès des mouvements en faveur des *slow cities*, du vélo en ville, des initiatives de transition ou du partage de « biens communs » soustraits à la concurrence, témoigne du rôle pionnier que jouent ces publics, pour faire évoluer les formes de l'urbanité contemporaine.

« Si la métropolisation était celle que nous prévoient les technocrates, la ville serait invivable. C'est bien parce qu'il y a des gens qui sont "tout contre" cette métropolisation qu'elle sera vivable, qu'elle sera cosmopolite, qu'elle sera diverse... Ce qui plaide pour une pluralité des formes de vie, y compris celles que l'on ne voudrait pas voir, parce que cela ne fait pas propre, parce que c'est taggé, etc. S'il n'y avait pas ces formes de vie-là, on serait dans du standard, de l'aseptisé. »

André Micoud  
Sociologue

### «Avoir prise»

Enfin, dans ces nouvelles manières de devenir acteur de la métropole en chantier, les chercheurs ont distingué une aspiration très partagée : les urbains d'aujourd'hui veulent «avoir prise» sur l'avenir des lieux où ils résident et sur ce qui décide de leurs modes de vie. Soyons clairs : aux interrogations lancées dans l'appel à projets autour de l'idée de «*citoyenneté métropolitaine*», aucune réponse n'a été apportée en ces termes. Ni les «*amapiens*», ni les «*travailleurs du code*», ni les membres des collectifs alternatifs, ni (encore moins), les lycéens, ne se sont définis en tant que citoyens du territoire considéré. Ils ne se sentent pas non plus «*militants*» de telle ou telle cause – un terme «*repoussoir*» selon le GRAC. Et ils refusent dans l'ensemble d'être catégorisés, classés dans telle ou telle case de l'action publique ou de la sphère marchande. D'où la grande diversité des qualificatifs qu'ils emploient pour se désigner et pour décrire leurs pratiques et leurs stratégies «*qui mélangent toutes sortes d'activités, d'objets, d'expériences*». Les uns et les autres veulent à la fois être producteurs ET consommateurs (de musique, de services, d'énergie et de biens alimentaires...); vivre dans la proximité ET s'inscrire dans le réseau mondial; être autonomes ET solidaires; urbains ET en lien avec la nature. Autant d'aspirations caractéristiques de la «*société contributive*» que le XX<sup>e</sup> siècle fait émerger – et que nombre d'analyses plus globales ont déjà décrites<sup>20</sup>.

«Les mots manquent pour dire la réalité nouvelle, et en même temps, on constate une forte créativité sémantique autour de notre questionnement : "amapiens", "consommacteurs", "travailleurs du code", "culture du libre", etc. Renouveler les mots de la tribu pour éviter d'être assignés, catégorisés : c'est le symptôme de ce qui est en émergence sur ce territoire, et que l'on ferait bien d'entendre.»

André Micoud  
Sociologue

À part en ce qui concerne les lycéens, les recherches ont également montré que ces différents groupes de citoyens étaient mus par des valeurs, une vision du monde qui les éloignent des logiques industrielles et marchandes. Ainsi en est-il des acteurs des arts numériques, qui rejoignent toute une génération mobilisée aujourd'hui autour de la «*culture du libre*» et du partage des ressources; ou des «*amapiens*», qui expérimentent des formes d'action collective pour le moins critiques vis-à-vis de l'économie libérale et mondialisée. Les uns et les autres s'opposent «*aux réseaux longs de la technique, qui nécessitent une multiplicité de médiations, d'infrastructures, d'expertise*», ont souligné les chercheurs du GRAC. Ils plaident pour «*des dispositifs sur lesquels n'importe qui peut avoir prise*» – l'émancipation passant pour eux, littéralement, par le fait de prendre les choses entre leurs mains.

«Ni les musiciens, ni les "amapiens", ni les lycéens ne sont des énergumènes : il faut prendre au sérieux la constitution de leurs mondes, qui ne sont pas des mondes étanches ou des catégories. Or, dans les études, la pensée ingénieriale et les politiques publiques, on a trop tendance à catégoriser les publics.»

Laurent Devisme  
École nationale supérieure d'architecture de Nantes

Acteurs d'une forme de «*révolution tranquille*», ces groupes que l'on peut dire alternatifs, ou éclaireurs du futur, entendent changer le monde par «*l'agir situé*», ont expliqué les chercheurs : par la relocalisation de la production et la maîtrise de la technique, l'usage des imprimantes 3D, la domestication du code informatique ou le jardinage urbain, plutôt que par la promotion de grandes idées désincarnées. En cela, ils questionnent un certain rapport au politique et à la démocratie représentative. «Avoir prise» sur sa vie, en effet, sur son environnement et sur la ville telle qu'elle s'organise, ne plus se laisser agir par des forces supérieures, passe pour eux par des actes très concrets : maîtriser

20 Voir par exemple, à ce sujet, les travaux de Jeremy Rifkin.

les techniques électroniques et numériques ; échanger des produits et des services plutôt que de les acheter ; réapprendre à bricoler, réparer, recycler, fabriquer. Ce qui suppose de disposer de lieux adaptés à ces pratiques de proximité – ou de les créer, de les improviser plus ou moins sauvagement dans l'espace urbain.

« Derrière le mot “consommacteurs” s'affirme leur volonté de s'opposer à la société actuelle de consommation. L'idée qu'ils ne sont pas les simples récepteurs de produits, mais qu'ils sont eux-mêmes en train d'amorcer des initiatives. »

**Nathalie Gourlot**  
Atelier Politopie

Ainsi s'affirme, à travers des luttes, des actes créatifs ou des formes de sourde résistance, une critique plus ou moins radicale à l'égard de modes de gouvernementalité et d'une forme de planification « *technocratique* » de la métropolisation. Ce qui est dénoncé, c'est l'idée d'une ville normative, standardisée ; la tendance à niveler les modes de vie, à évacuer les plus pauvres des centres-villes, à effacer du paysage urbain la nature, les friches ou les traces sensibles du passé. Et ce à quoi s'emploient ces habitants soucieux d'un avenir commun, c'est à faire exister une pluralité de formes de vie au sein de ce vaste ensemble que constitue la ville de demain. En faisant pousser des graines sur les trottoirs ; en développant des pratiques innovantes ou marginales là où elles n'ont pas lieu d'être ; en soutenant l'agriculture de proximité contre l'ambition de certains promoteurs ; en investissant des « tiers lieux » où se rencontrent des personnes et des compétences qui n'ont en principe pas vocation à se croiser... ils travaillent à une métropole réelle, vivante, parce que conflictuelle. C'est de ce point de vue que l'on peut voir dans leurs engagements une forme de citoyenneté en germe : à travers leur volonté d'être acteurs de ce territoire en formation, de « produire de la localité » et d'habiter les lieux collectivement – de « *faire Cité* » en somme, là où « *l'urbain généralisé* »<sup>21</sup> menace de diluer ou de dissoudre les particularités, les liens sociaux et le rapport au politique.

« À travers les actions de ces divers collectifs engagés contre une certaine idée de la métropolisation, c'est peut-être la construction d'une autre façon de vivre ensemble qui est à l'œuvre – l'invention de formes d'urbanité, qui à la fois prêteraient attention au sensible et inclueraient le conflit. »

**Hélène Hatzfeld**  
Ministère de la Culture et de la Communication

<sup>21</sup> Pour reprendre un terme d'Olivier Mongin, in : *La condition urbaine. La ville à l'heure de la mondialisation*, Éditions du Seuil, Paris, 2005.

# PERSPECTIVES : COMMENT « MÉNAGER » LES MONDES COMMUNS EN CONSTRUCTION ?

À la lueur des présentations et des débats qui ont ponctué l'avancée de ce programme de recherche, une évidence s'est imposée, bien résumée par Richard Nordier (Agence d'urbanisme pour le développement de l'agglomération lyonnaise) : la notion de « *territoire métropolitain* » est à ce jour faiblement conscientisée et difficilement verbalisée au sein de la population concernée. Qu'il s'agisse des publics fréquentant les friches artistiques, des « *travailleurs du code* », des lycéens, des « *amapiens* » (consommateurs et producteurs membres des AMAP) ou d'autres habitants et usagers ordinaires, nul ne paraît avoir concrètement conscience de faire partie d'un ensemble socio-politique cohérent. Faut-il pour autant en déduire que les travaux menés furent vains ? Certainement pas. Car, avec quelques autres démarches de moindre envergure<sup>22</sup>, ces recherches ont le mérite d'avoir défriché un champ trop peu investi par la communauté scientifique, et largement impensé par les techniciens et les décideurs : l'importance des aspects qualitatifs et subjectifs dans la construction de « *mondes communs* » tout à la fois vécus et pensés, à partir desquels se développent des sentiments d'appartenance.

Ce que donnent à voir ces travaux qui, ainsi que l'a souligné Laurent Devisme dans ses propos conclusifs à la rencontre du 7 novembre 2014, « *traquaient des émergences plutôt que du constitué* », c'est à la fois le symptôme d'un « *malaise dans le main stream de la pensée métropolitaine* » et la nécessité de « *remettre dans le viseur* » une foule d'activités qui contribuent à produire la métropole réelle. Leurs résultats nécessiteraient certes d'être enrichis par d'autres enquêtes pour gagner en consistance et pouvoir monter en généralité. Mais d'ores et déjà, ils tracent bien des perspectives, du fait même de leur caractère exploratoire. Chacune de ces recherches ouvre en effet une fenêtre sur une réalité plus large : derrière les acteurs engagés des AMAP, les militants des musiques alternatives ou de l'*Open Source*, les lycéens en âge de formation..., se profilent des publics beaucoup

plus importants, des modes de vie et des rapports au territoire qui vont sans nul doute monter en puissance dans les années à venir. On peut suggérer quelques pistes pour avancer encore dans la connaissance de ces évolutions, et mieux comprendre en quoi elles interpellent les politiques publiques qui se préoccupent d'organiser le fait métropolitain.

## Rendre perceptible la grande échelle

On l'a bien vu lors de la rencontre finale du programme, au CAUE du Rhône : les pratiques des habitants et usagers de ce grand territoire dessinent des entités distinctes de celles incarnées par les découpages institutionnels. Elles renvoient non seulement à un territoire sans frontières ni limites précises, mais font aussi apparaître des « *zones blanches* », des décalages, des superpositions... qui posent le problème de l'impossible carte métropolitaine. Les schémas imparfaits proposés par les chercheurs pour rendre compte de ces réalités ont mis ce fait en évidence et soulevé bien des discussions (« *Qu'est-ce que représentent ces ovoïdes ? Que se passe-t-il sous les pointillés ?* »). Face à la diversité et à la complexité des géographies ordinaires de ceux qui font la métropole au quotidien, on ne peut que s'interroger sur les moyens limités dont disposent les scientifiques et les institutions pour donner à voir ce qui se passe.

« La communauté universitaire est déjà bien organisée à l'échelle métropolitaine. Les coopérations entre établissements sont anciennes, les chercheurs et les 130 000 étudiants concernés circulent beaucoup à cette échelle, et nous travaillons à organiser en réseau les sept grands campus de Lyon et Saint-Étienne. Mais quels indicateurs, quelles informations fournit-on à la société civile pour rendre lisible cette dynamique académique ? Nous en sommes encore au B.A. ba sur ce sujet... »

Khaled Bouabddallah  
Université de Lyon

<sup>22</sup> Comme par exemple l'exposition *Habitants métropolitains. Qui êtes-vous ?*, organisée en 2012 à l'initiative du CAUE du Rhône, en partenariat avec la RUL et l'Agence d'urbanisme pour le développement de l'agglomération lyonnaise, qui visait à présenter au grand public l'étendue du phénomène de métropolisation

en prenant comme porte d'entrée le vécu quotidien des habitants et usagers. Témoignages, chiffres clés, portraits, photos ou encore cartographies y étaient combinés pour aborder des séquences de vie ordinaire à l'échelle métropolitaine : se déplacer, se former, se divertir, se loger...

« Il est compliqué de penser la spatialité de ces pratiques autrement qu'à travers les vieux territoires cartographiés, qui renvoient à la géographie des pouvoirs. Mais comment faire autrement ? »

**Christelle Morel Journal**  
Université Jean-Monnet

Alors que l'on se trouve face à des pratiques de territorialisation ouvertes et instables, les cartes peinent à décrire ce qui est, ne serait-ce que parce qu'elles ne sont pas dynamiques. « Elles renvoient toujours à la question de ce qu'elles n'ont pas inclus. » Et « elles recèlent souvent un enjeu de maîtrise et de régulation qui ne peut qu'être contrarié par ce qui est mouvant », a fait remarquer Laurent Devisme. On sait pourtant combien elles influencent les prises de décision, tout autant que la conscience que chacun de nous peut avoir de son environnement. Les enseignements issus de l'activité pédagogique organisée par le CAUE avec différents établissements scolaires le prouvent : alors que la très grande majorité des collégiens et lycéens ne parviennent pas à considérer les différents lieux qu'ils pratiquent comme reliés entre eux, faisant partie d'un ensemble plus vaste qui constituerait la métropole, le travail sur les cartes auxquels ils se sont livrés est apparu comme un précieux outil d'évolution de leurs représentations. L'accès aux images qu'ils pouvaient avoir, par exemple, des réseaux de transports en commun sur le territoire stéphano-lyonnais, les aidait à passer d'une vision purement topologique de la région

« Pour qu'une vision métropolitaine soit présente dans les représentations, il faut que sa dimension réticulaire soit perçue, c'est-à-dire que les logiques de réseaux (à travers les transports, en particulier) structurent une perception qui dépasse le cadre de la pratique quotidienne. »

**Philippe Chaudoir**  
Université de Lyon

urbaine, fondée sur un archipel de lieux emblématiques, à la perception d'un système réticulaire, structuré selon une certaine logique. Dans le même registre, la formalisation du réseau *Vélo'v*, signifié dans l'espace public par la multiplication de bornes spécifiques et l'omniprésence de vélos siglés, a fortement marqué les esprits selon Maël Meralli-Ballou, y compris chez les jeunes n'utilisant pas ce moyen de déplacement.

On pourrait étendre la remarque à l'échelle métropolitaine, comme l'a fait remarquer André Micoud : « *La métropole existera probablement dans les têtes le jour où nous aurons l'équivalent d'une "carte orange" et la capacité, avec celle-ci, de percevoir l'ensemble de ce grand territoire comme un espace commun, comme un espace où l'on visualise du réseau.* » Une invitation à poursuivre les expérimentations concernant les services urbains à cette échelle – tout autant que le travail de recherche autour des outils de cartographie interactive, capables d'associer les usagers à la production de connaissances sur la ville en mouvement. Avec toutes les interrogations qui vont avec : Comment attester visuellement du fait métropolitain ? Comment la métropole se signale-t-elle, et qui la signe ? Qui en sont les « auteurs », les concepteurs ? Faut-il rendre tout transparent ? Et peut-on, dans l'absolu, imaginer une institution sans périmètre ?

### Questionner l'urbanité contemporaine

C'était l'un des axes forts de l'appel à projets initial, et cela reste un thème gros de travaux à venir. L'idée qu'il y aurait une « *urbanité perdue* » – celle liée à la ville traditionnelle – qu'il faudrait retrouver, anime encore en effet bien des spécialistes du fait urbain. Il y a pourtant lieu de s'interroger sur ce point<sup>23</sup>. Conçue depuis longtemps comme qualité des gens de la ville, savoir-être fondamentalement différent de celui qui prévaut dans les groupes humains fondés sur l'interconnaissance, l'urbanité mérite certainement d'être revisitée à l'aune des faits sociaux contemporains. Ensemble de « *liens faibles* » qui donnent de l'élasticité, de la souplesse au tissu social des grandes cités ; « *culture*

<sup>23</sup> Dans la continuité des investigations qui ont déjà été engagées dans d'autres programmes de recherche nationaux. On peut notamment mentionner à ce sujet deux programmes du PUCA, l'un sur *La ville émergente*, à la fin des années 1990, l'autre, plus récent, intitulé *Du périurbain à l'urbain*.

*impersonnelle*»<sup>24</sup> qui permet de gérer l'anonymat, l'imprévu et les interactions avec des inconnus : toutes ces caractéristiques de la vie citadine qui favorisent la liberté, la sérendipité et la créativité dépendent notamment des conditions d'hospitalité de la ville. Alors qu'elles s'acquerraient autrefois essentiellement à l'occasion de rencontres physiques dans l'espace public, elles sont aujourd'hui remises en jeu par la mondialisation, le développement des liens numériques et les sociabilités en réseaux.

Les recherches conduites dans le cadre du PRTRA ont pointé ce phénomène, sans cependant l'approfondir. Elles rejoignent en cela d'autres travaux récents, selon lesquels la qualité des liens sociaux qui s'élaborent dans le continuum urbain où nous vivons désormais se transforme. Ainsi, l'urbanité ne se développerait plus seulement dans les zones centrales de la ville dense. Des « gradients d'urbanité »<sup>25</sup> divers s'organiseraient au sein des territoires métropolitains, dans des lieux mariant différemment la densité humaine et la diversité sociale. Des formes nouvelles de « culture urbaine » se diffuseraient de bien des manières dans les mondes périurbains qui montent en puissance. Et l'on peut penser que l'ensemble des compétences, des savoirs et des modes de vie que recouvre cette idée d'urbanité se redéfinit profondément, à l'aune de la combinaison entre attachements et mobilité bien décrite par les quatre équipes ici réunies. Il faudrait donc aller voir de près ce qui se joue dans cet « entre-villes » que la métropolisation transforme, développer des approches ethnographiques fines de la vie sociale dans ces espaces de frange qui sont pris, de près ou de loin, dans l'urbanisation.

« Il faudrait voir comment la construction des représentations de la métropole repose aussi sur des publics transitoires : ceux qui passent, les ruraux, les touristes... : l'idée métropolitaine se fonde aussi sur ces passages temporaires. »

Cédric Szabo

Association des maires ruraux de France

« L'urbain est sorti du lit de la ville. Il faut donc se doter des bonnes lunettes pour voir ce qu'il devient. »

Laurent Devisme

École nationale supérieure d'architecture de Nantes

Autant de questions à explorer, qu'il conviendrait aussi de nourrir par des travaux portant sur les pratiques éphémères, cursives, touristiques, de la métropole en formation. On dispose de peu de connaissances, en effet, sur « la visite comme expérience spatiale », et sur ce que produit la présence de ces publics qui ne font que passer sur le territoire. Alors qu'elle n'est certainement pas anodine : elle influe au contraire sur la qualité du phénomène urbain en jeu, sur le vécu autant que sur les représentations de ce qui fait ou pas « monde commun » à cette échelle.

Enfin, en lien avec ce thème de l'urbanité, des recherches portant sur la « métropolisation de l'espace public » pourraient également être développées : entre matérialité et immatérialité, spatialité et virtualité, comment évolue tout ce qui soutient la vie publique dans les grandes conurbations d'aujourd'hui ? En quoi les interventions des collectivités locales, celles des acteurs privés de l'aménagement et celles des usagers eux-mêmes encouragent-elles ou entravent-elles la qualité publique des espaces urbains contemporains ?

### Accompagner les initiatives citoyennes et penser l'entrée en politique des usages

Plusieurs participants l'ont dit : il est vain, pour les institutions en charge de la Cité, de vouloir essayer de maîtriser ou contrôler les mouvements sociaux qui réinventent sans cesse la vie urbaine au quotidien. Car ils ressurgissent toujours là où on ne les attend pas. Il convient plutôt de *faire avec* les usages, de reconnaître les expériences en cours comme porteuses de sens, aussi dérangelantes soient-elles. D'apprendre à les *voir* et à entrer en dialogue avec les acteurs de ces innovations, pour tenter de les accompagner et éventuellement de les mettre en relation.

24 Pour reprendre des termes d'Isaac Joseph, in : *La ville sans qualités*, Éditions de l'Aube, 1998.

25 Voir à ce sujet Jacques Lévy, *France, une société urbaine*, in : *Vers l'égalité des territoires. Dynamiques, mesures, politiques*, rapport dirigé par Éloi Laurent, La Documentation française, 2013.

D'autant que nombre de ces initiatives, germes de futures *start up* ou pépinières de nouveaux services urbains, ne réclament pas nécessairement un soutien financier conséquent : bien, souvent, elles sont portées par des bénévoles, qui ont surtout besoin de lieux pour mener leurs activités, de soutien juridique, de moyens de communication ou de garanties pour pouvoir se développer de manière pertinente, avec toute l'ampleur qu'elles méritent.

« On ne peut pas "aménager" le milieu des arts numériques, parce que l'innovation n'émerge pas dans les zones prévues à cet effet : les parcs technologiques, les campus, les zones d'activité créative... Les innovations sociales, il y en a pléthore, mais elles se forment ailleurs, dans des lieux propices à la rencontre, dans les *fab labs*, etc. On a trop tendance à confondre la proximité et le *face-à-face*. Alors que c'est la ville dans sa complexité, les discussions entre ingénieurs, chercheurs, bidouilleurs, artistes... qui fait naître la créativité. »

Charles Ambrosino  
Unité mixte de recherche PACTE

En la matière, le regard des chercheurs en sciences sociales peut aider les décideurs ou professionnels de l'aménagement à ne pas vouloir « *coller aux usages* » ou, encore moins, chercher à les susciter. Aujourd'hui plus encore qu'hier, l'évolution très rapide des techniques, des modes de vie et des relations que les individus entretiennent entre eux et avec leur environnement rend en effet illusoire l'idée d'offrir des espaces répondant à tel ou tel type d'usage. L'enjeu, dans le contexte qui est le nôtre, est plutôt d'apprendre à « *ménager* » ce qui surgit<sup>26</sup>, par une attention permanente et des réponses circonstanciées, co-construites avec des groupes d'acteurs engagés dans telle ou telle dynamique, telle ou telle mobilisation.

Dans cet esprit, de nombreuses questions d'ordre politique peuvent fournir de futurs champs d'investigations. On pourrait notamment s'interroger sur la dimension spatiale des délégations politiques, au sein des exécutifs métropolitains (comment peuvent-elles s'organiser pour être à l'écoute de la société locale et de ses évolutions ?). De même en ce qui concerne les procédures de démocratie participative qui sont proposées aux habitants de

la région urbaine : comment les renouveler pour permettre à chacun d'avoir davantage prise sur la chose commune, au sein de ce grand territoire ? Quels dispositifs faudrait-il inventer pour répondre à l'aspiration au « pouvoir d'agir » qui anime désormais nombre de citoyens ?

En questionnant le volet territorial des identités ou des sentiments d'appartenance, on pourrait aussi se demander, comme l'a suggéré Laurent Devisme, ce que serait une « *opinion publique métropolitaine* ». Sur quels types d'échanges, autour de quel langage, à travers quels médias pourrait-elle prendre forme ? Et au-delà : comment reconnaître l'engagement civique, dans un temps où les individus se sentent concernés par des échelles d'action multiples ? Comment se revendique-t-on citoyen aujourd'hui ? De quelle Cité se sent-on acteur ? « *On nous demande de voter là où l'on dort, alors que l'on est partout à la fois* », remarquait André Micoud lors du séminaire de clôture du programme. Dès lors, « *qui peut dire ce que nous sommes et ce que sont "les autres" ?* » Autrement dit, quels sont les « nous » qui germent dans la métropole en chantier, et comment le politique peut-il faire grandir le sentiment d'un destin commun entre ces mondes enchevêtrés (et pas seulement séparés) qui s'élaborent sous nos yeux ?

<sup>26</sup> Selon la belle expression de Michel Marié, qui a expliqué il y a déjà longtemps « qu'un dispositif technique n'a de chance d'être rentable et de bien fonctionner que si, paradoxalement, il a su affronter des sociétés locales assez fortes pour lui résister

et donc composer avec de l'épaisseur sociale », in : *Aménager ou ménager le territoire*, Annales des Ponts et Chaussées, janvier 1996.

### **Partenaires du Programme de recherches territorialisées en Rhône-Alpes 2011-2014**

Le ministère de la Culture et de la Communication, le Plan Urbanisme Construction Architecture, la Métropole de Lyon, la Région Urbaine de Lyon, l'Agence d'urbanisme de l'aire métropolitaine lyonnaise, le CAUE Rhône Métropole, la Ville de Lyon, la Ville de Saint-Étienne, Le Rize-Ville de Villeurbanne, les Archives municipales de Lyon et les musées Gadagne.

© 2015 CAUE Rhône Métropole Éditions, en partenariat avec la RUL  
Directeur de la publication : Catherine Grandin-Maurin, architecte-urbaniste, directrice du CAUE Rhône Métropole  
Rédaction : Catherine Foret, FRV100  
Conception graphique : CAUE Rhône Métropole, Laurence Duplan

CAUE Rhône Métropole  
6 bis, quai Saint-Vincent  
69283 Lyon cedex 01  
T. 04 72 07 44 55  
caue69@caue69.fr  
www.caue69.fr

ISBN 978-2-912533-26-5  
Achevé d'imprimer sur les presses de l'imprimerie Brailly à Saint-Genis-Laval (Rhône), à 300 exemplaires.  
Dépôt légal septembre 2015

SI LE PHÉNOMÈNE DE MÉTROPOLISATION EST PLUS QUE JAMAIS PRÉSENT DANS LES DÉBATS ET LES RÉFLEXIONS D'ORGANISATION TERRITORIALE, IL RESTE CEPENDANT TRÈS PEU APPRÉHENDÉ SOUS L'ANGLE DU VÉCU, DES PRATIQUES ET DES REPRÉSENTATIONS DES HABITANTS ET DES USAGERS CONCERNÉS. POUR ÉCLAIRER CETTE DIMENSION MÉCONNUE MAIS POURTANT ESSENTIELLE DU PROCESSUS, QUATRE ÉQUIPES DE RECHERCHE ONT MENÉ L'ENQUÊTE À L'ÉCHELLE DE LA RÉGION URBAINE LYON – SAINT-ÉTIENNE.

